

## Un élan international tout en nuances pour les mers

Le sommet des Nations unies sur l'océan a permis des avancées quant à la protection des eaux. Mais il a fait l'impasse sur la question des énergies fossiles. **P. 10**



LUNDI 16 JUIN 2025 | N° 24213 | 2,90 € | www.humanite.fr

## D'est en ouest, l'Amérique réunie contre le « roi » Trump

Les manifestations organisées dans tous les États-Unis pour dénoncer le pouvoir personnel du président nationaliste ont rencontré un énorme succès. **P. 14**

# LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS l'Humanité

## LA GUERRE SANS LIMITE DE NETANYAHOU

En décidant de bombarder des sites nucléaires iraniens, le premier ministre veut mettre à genoux Téhéran face à Washington, et oblige Emmanuel Macron à reporter la conférence à l'ONU sur la Palestine **P. 2**

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD



M 00110 - 616 - F: 2,90 €

Années légales et judiciaires en page 10.

GETTY IMAGES/AFP

# Trump et Netanyahu, le pacte contre l'Iran

**MOYEN-ORIENT** En bombardant des sites nucléaires iraniens, le premier ministre israélien veut mettre à genoux Téhéran face à Washington et oblige Emmanuel Macron à reporter la conférence prévue à l'ONU sur la Palestine. Cette attaque pourrait déstabiliser la région.

**D**onald Trump et Benyamin Netanyahu ressemblent à ces bonimenteurs de foire qui grugent tout le monde en laissant penser qu'ils ne sont pas d'accord. Deux bateleurs qui se sont distribué les rôles pour parvenir à leurs fins. Le problème est que dans cette partie de poker menteur, la paix au Moyen-Orient et, plus largement, dans le monde est en jeu.

Outre une partie de l'état-major iranien et plusieurs scientifiques, au moins 400 personnes ont été tuées en Iran, dont des femmes et des enfants, et quelque 600 autres blessées lors des attaques israéliennes. La réplique iranienne a fait une quinzaine de morts en Israël et près de 400 blessés. « Nous nous défendons face à l'agression. Notre défense est tout à fait légitime », a déclaré dimanche le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, devant des diplomates étrangers. « Si l'aggression cesse, notre riposte cessera naturellement aussi », a-t-il assuré. Mais Israël ne cesse pas.

Depuis dix ans maintenant, les gouvernements successifs de Tel-Aviv ont fait de l'Iran leur bête noire, la mère de tous les maux. Des actions au sol s'étaient déjà déroulées dans le passé. De même, à l'automne 2024, des échanges de tirs de missiles et d'envois de drones avaient bien eu lieu entre les deux pays séparés de près de 2000 kilomètres. Mais jamais Israël n'avait envoyé ainsi ses avions de chasse frapper plus de 200 cibles.

#### UN PROJET DE MAINMISE RÉGIONALE

Cette attaque – toujours en cours – contre l'Iran ne doit rien au hasard et s'inscrit dans un plan beaucoup plus élaboré. Celui-ci vise à transformer l'ensemble de la région en un sanctuaire inscrit dans le cadre des intérêts états-unis, avec Israël comme gardien. La guerre génocidaire contre Gaza, après les attaques monstrueuses du 7 octobre 2023 menées par le Hamas, a ouvert la voie à une annihilation des organisations (Hezbollah au Liban, Hamas en Palestine) et des États (Liban, Syrie) qui s'opposaient peu ou prou à cette mainmise régionale. Restait l'Iran, quoi qu'on puisse penser du régime en place.

C'est là que commence le jeu de dupes de Trump et Netanyahu. En 2018, le premier avait retiré la signature des États-Unis de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien. Il accompagnait son retrait du rétablissement de sanctions contre l'Iran. Pourtant, onze rapports de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) attestent du respect par l'Iran de ses engagements.

À la surprise générale, cette même administration Trump, de retour aux affaires, a repris le dialogue avec Téhéran. Au début du mois de juin, un possible accord encadrant le programme nucléaire iranien garantissant que la République islamique ne pourrait se doter de l'arme atomique était évoqué. Quelques jours auparavant, interrogé pour savoir s'il avait dit à Netanyahu

de ne pas cibler l'Iran, Trump répondait : « Eh bien, je voudrais être honnête. Oui, je l'ai fait. »

Il s'agissait en réalité d'une entente. Le 13 juin, Trump a révélé au New York Post : « J'ai toujours connu la date » de l'attaque israélienne. Le même jour, il déclarait à l'agence Reuters : « Nous savions tout. » Et sur ABC News, il jugeait cette action militaire unilatérale « excellente », ajoutant

#### ANALYSE



Un quartier résidentiel de Téhéran, après les attaques israéliennes, le 13 juin. MEGHDAD MADADI/TASNIM NEWS/AFP

qu'« il y a encore plus à venir. Beaucoup plus ». Finalement, le très sérieux *Wall Street Journal* titrait : « Dans un revirement de situation, la diplomatie américaine a servi de couverture à une attaque surprise israélienne. » Les discussions se sont poursuivies entre les États-Unis et l'Iran, non sans difficultés, et les Iraniens devaient se prononcer sur les dernières propositions états-unaises. Ce 15 juin, un sixième round de négociations était même prévu entre Téhéran et Washington. Deux jours auparavant, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, avait qualifié l'offre américaine de « 100 % contraire » aux intérêts de son pays. Il était visiblement question de levée des sanctions mais également du programme nucléaire civil.

#### LES « COUPS TORDUS » DE TEL-AVIV

C'est là qu'entre en scène Netanyahu. S'en prendre à l'Iran revêt pour lui plusieurs avantages. Depuis sa rupture unilatérale du cessez-le-feu à Gaza, il est isolé sur la scène internationale. Son seul soutien réel provient des États-Unis. N'est-ce pas pour cela que l'aviation israélienne est entrée en action à ce moment précis ? La question des sanctions a commencé à émerger (deux ministres d'extrême droite, Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, sont directement touchés), celle de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne également. Dans le monde et y compris en Israël même, les manifestations contre la guerre ont pris un nouvel élan, renforcé par les images terribles des Gazaouis tués chaque jour par les bombes et condamnés à la famine.

Et puis, surtout, Benyamin Netanyahu sentait bien qu'une chose impensable jusque-là était en train de se produire. La conférence de l'ONU sur la solution à deux États, coprésidée par la France et l'Arabie saoudite, allait aboutir à la reconnaissance officielle par Paris de l'État de

Palestine et Riyad, malgré les pressions, refusait de normaliser ses relations avec Tel-Aviv, campant sur l'idée de 2002 d'une reconnaissance d'Israël par les pays arabes en échange de l'acceptation de l'établissement du nouvel État.

Ces derniers jours, plusieurs diplomates européens avaient signalé à *l'Humanité* que « tout était possible et qu'il fallait s'attendre à des coups tordus de la part d'Israël » pour empêcher un tel événement. Après Paris, près d'une dizaine de pays membres de l'UE suivraient certainement. Or, pour le gouvernement israélien, il n'est pas question d'accepter un État de Palestine. Il fallait donc saborder l'initiative de l'Assemblée générale des Nations unies et la conférence qui devait s'ouvrir le 17 juin. Avec les attaques massives sur l'Iran, Netanyahu semble bien être parvenu à ses fins.

Donald Trump met maintenant en demeure l'Iran. Celui-ci « doit conclure un accord avant qu'il ne reste plus rien ». Il s'est dit dimanche « ouvert » à ce que le président russe, Vladimir Poutine, joue un rôle de médiateur dans le conflit. Il a aussi assuré qu'il n'y avait « pas de date butoir » pour que les Iraniens reviennent à la table des négociations, mais, a-t-il sans doute pensé, affaiblis au maximum. Il a ainsi déclaré dimanche sur la chaîne américaine ABC qu'il « est possible » que les États-Unis s'impliquent dans le conflit. On peut néanmoins se demander quelle finalité recherchent les États-Unis et Israël, dont le mantra des dirigeants relève du mensonge public. N'est-ce pas la destruction totale du régime iranien qu'ils envisagent ? Interrogé dimanche sur Fox News, Benyamin Netanyahu n'a pas caché qu'un changement de régime en Iran pourrait être le résultat des attaques militaires israéliennes. Par ailleurs, Donald Trump aurait opposé son veto à un projet israélien visant à tuer le

**Selon le Wall Street Journal, la diplomatie américaine a servi de couverture à cet assaut surprise.**

et le mouvement populaire, retardant de plusieurs années la lutte pour la liberté et la fin de la dictature », souligne le parti Toudeh (communiste).

Vendredi après-midi, Emmanuel Macron a annoncé que la conférence à l'ONU, qui devait s'ouvrir la semaine prochaine à New York sur la solution à deux États au conflit israélo-palestinien, était reportée. « J'ai dit ma détermination à reconnaître l'État de Palestine, elle est entière et c'est une décision souveraine », a-t-il précisé. Mais quand le fera-t-il, alors qu'il vient de se porter au secours de Netanyahu en affirmant une fois de plus qu'Israël avait le droit de se défendre et que l'Iran, pourtant agressé, porte « une lourde responsabilité dans la désabilisation de toute la région » ? De la même manière, si l'on ne peut que souscrire à l'idée d'un Iran empêché de détenir l'arme nucléaire, comme l'a répété le chef de l'État français, cette préoccupation devrait concerner l'ensemble de la région – voire le monde entier –, ce qui doit inclure Israël, puissance nucléaire non déclarée (lire page 4).

Pendant ce temps, la guerre se poursuit à Gaza, avec son lot de dizaines de morts quotidiens. La possibilité d'un nouveau cessez-le-feu semble s'éloigner toujours plus, loin des caméras du monde entier. ■

PIERRE BARBANCEY



## ÉDITORIAL

PAR ROSA MOUSSAOUI

## Réaction en chaîne

C'est chez lui une obsessionnelle qu'en 2012 l'ancien chef d'état-major israélien Shaul Mofaz jugeait que Benyamin Netanyahu était mû par « une conviction messianique de bombarder l'Iran ». Le premier ministre israélien a franchi le pas, hors de toute légalité internationale, en engageant en Iran, le 13 juin, une guerre propre à précipiter tout le Moyen-Orient dans l'abîme.

Le triple objectif de cette guerre censée conjurer une « menace existentielle » : détruire les installations nucléaires iraniennes, précipiter la chute du régime des mollahs, faire oublier l'entreprise génocidaire qui se poursuit à Gaza. On sait de quoi procèdent les « guerres préventives » et ce qu'elles font partout advenir : dévastation, désordre, instabilité. Cette surenchère belliciste tient de la stratégie du chaos ; elle ne garantit en rien la sécurité des Israéliens, exposés à des représailles déjà meurtrières.

Les États-Unis nient en être les protagonistes mais ils portent l'entièvre responsabilité de cette réaction en chaîne. En 2018, la décision de Donald Trump de retirer les États-Unis de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien avait eu pour effet de pousser Téhéran à accroître sa capacité d'enrichissement de l'uranium, au-delà du seuil requis pour les usages civils de l'atome. La présente offensive israélienne vient à point nommé pour torpiller les pourparlers de Mascate entre les États-Unis et l'Iran. Elle pourrait avoir pour résultat catastrophique d'encourager le régime iranien à sortir du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Double jeu américain, cynisme israélien : Tel-Aviv veut rayer de la carte les infrastructures nucléaires iraniennes alors même qu'Israël n'est pas signataire du TNP. Son programme nucléaire, appuyé par Paris dès les années 1950, lui a permis de constituer un arsenal de 80 à 300 armes atomiques que l'Agence internationale de l'énergie atomique ne peut évaluer ni contrôler, puisque toute inspection lui est interdite. Le désarmement nucléaire généralisé est le seul horizon acceptable et raisonnable. Dans l'immédiat, il n'y a qu'une seule issue possible : il faut mettre un terme d'urgence à cette guerre régionale aux conséquences incalculables. ■

Cette surenchère belliciste tient de la stratégie du chaos, qui ne garantit en rien la sécurité des Israéliens.

## “ Téhéran a été secouée comme dans un tremblement de terre

**Un habitant de la capitale iranienne s'est confié sous couvert de l'anonymat à l'Humanité, vendredi quelques heures après le début des frappes de l'armée israélienne contre l'Iran.**

« Presque toute la ville de Téhéran a été touchée par les événements de ces derniers jours. Dès la première nuit, nous avons été réveillés par les explosions des bombardements. Ceux dont les maisons étaient proches des cibles ont été

particulièrement affolés. Certains de mes amis n'ont pas pu dormir à cause du stress. Chaque nuit, nous nous demandons ce qu'il va se passer, si nous allons être visés et si nous allons rester en vie. Nous sommes en contact permanent avec des proches et nous nous tenons au courant. L'un d'eux, qui vit à Qeytariyeh (un quartier de la capitale qui se trouve sur une colline – NDLR), m'a raconté comment il avait été tiré des sommeil

par les missiles qui s'abattaient alentour et comment son immeuble a été secoué, comme dans un tremblement de terre.

### « NOUS NE CÉDERONS NI À LA PEUR NI À L'AFFOLEMENT »

Nous avons peur, mais nous sommes également très en colère. J'ai fait de mon mieux pour ne pas trop parler des événements devant mes enfants, à cause des attaques contre les quartiers résidentiels

et aussi des erreurs du gouvernement iranien qui ont conduit à la situation actuelle. Cependant, ils semblent comprendre ce qu'il se passe. Je leur ai donné quelques explications, j'ai évoqué la défense qui se met en place. Ma femme est très inquiète. Elle voudrait que nous quittions Téhéran pour nous mettre à l'abri, mais où aller ? Plusieurs de nos proches l'ont déjà fait et sont partis dans des villes éloignées. Tout le monde attend la

suite des événements sans savoir de quoi demain sera fait. Les Israéliens s'acharnent contre nous. Mais nous ne céderons ni à la peur ni à l'affolement. Nous ne nous sommes pas précipités pour stocker de la nourriture ou de l'eau. Chacun espère que les bombardements seront de courte durée. Ce qui nous rassure, c'est que l'état d'urgence n'a pas encore été décreté. »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
PIERRE BARBANCEY

## Le jeu de dupes israélien sur le nucléaire

Créé avec l'aide de la France, le programme atomique d'Israël se développe dans l'opacité la plus totale. Considérant la prolifération inévitable, Tel-Aviv s'affranchit du droit international.

**P**as plus que l'ensemble de ses prédecesseurs, Donald Trump ne demandera à Israël d'apposer son paraphe au traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Et ce d'autant moins que les États-Unis sont eux-mêmes sortis du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui les liait à la Russie, sous son premier mandat, en 2019. Il a ainsi ouvert les vannes à un monde anarchique où le droit international est allègrement piétiné. Israël n'a d'ailleurs jamais rien concédé quant à l'existence d'un arsenal nucléaire autonome ; l'Agence internationale de l'énergie atomique y est interdite d'inspections.

De son côté, l'Iran a ratifié le TNP en 1970 mais manque régulièrement à ses obligations de transparence. Alors que les yeux occidentaux sont braqués sur le programme iranien, la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican), lau-

un réacteur nucléaire de 24 mégawatts et entame les travaux en 1958. De Gaulle, qui souhaite réorienter la politique étrangère de la France, met un coup d'arrêt à la coopération lors de son retour au pouvoir. Mais celle-ci est suffisamment avancée pour que le programme parvienne à son terme. Selon le dernier rapport de l'Ican, Tel-Aviv a dépensé plus de 1 milliard de dollars l'an dernier pour

ses forces nucléaires. Pour l'organisation, la guerre initiée contre l'Iran « démontre une nouvelle fois que la logique de la dissuasion ne protège pas un territoire national et invite à la guerre ».

Le complexe nucléaire israélien de Dimona, dans le désert du Néguev, a été mis en service en 1963. L'ancien premier ministre David Ben Gourion a joué un rôle clé pour son développement. S'appuyant sur les tensions régionales, et en évoquant la Shoah auprès des responsables européens, le dirigeant insiste sur les conséquences catastrophiques d'une attaque surprise des pays arabes, et en particulier de l'Egypte. Selon lui, Israël devrait toujours se préparer au pire et ne compter que sur ses propres capacités. « L'idée du programme d'armement nucléaire comme filet de sécurité a fait l'objet d'un consensus national presque total », précise l'historien du nucléaire Avner Cohen. Shimon Peres, érigé en icône du camp pacifiste depuis

les accords d'Oslo en 1993, a été l'une des chevilles ouvrières du programme israélien. Il n'hésite pas, lui non plus, à dresser un parallèle entre le III<sup>e</sup> Reich et l'Iran, « le pays le plus dangereux qui soit, parce que les mollahs croient que leur religion est supérieure, un peu comme Hitler croyait que la race aryenne était supérieure ».

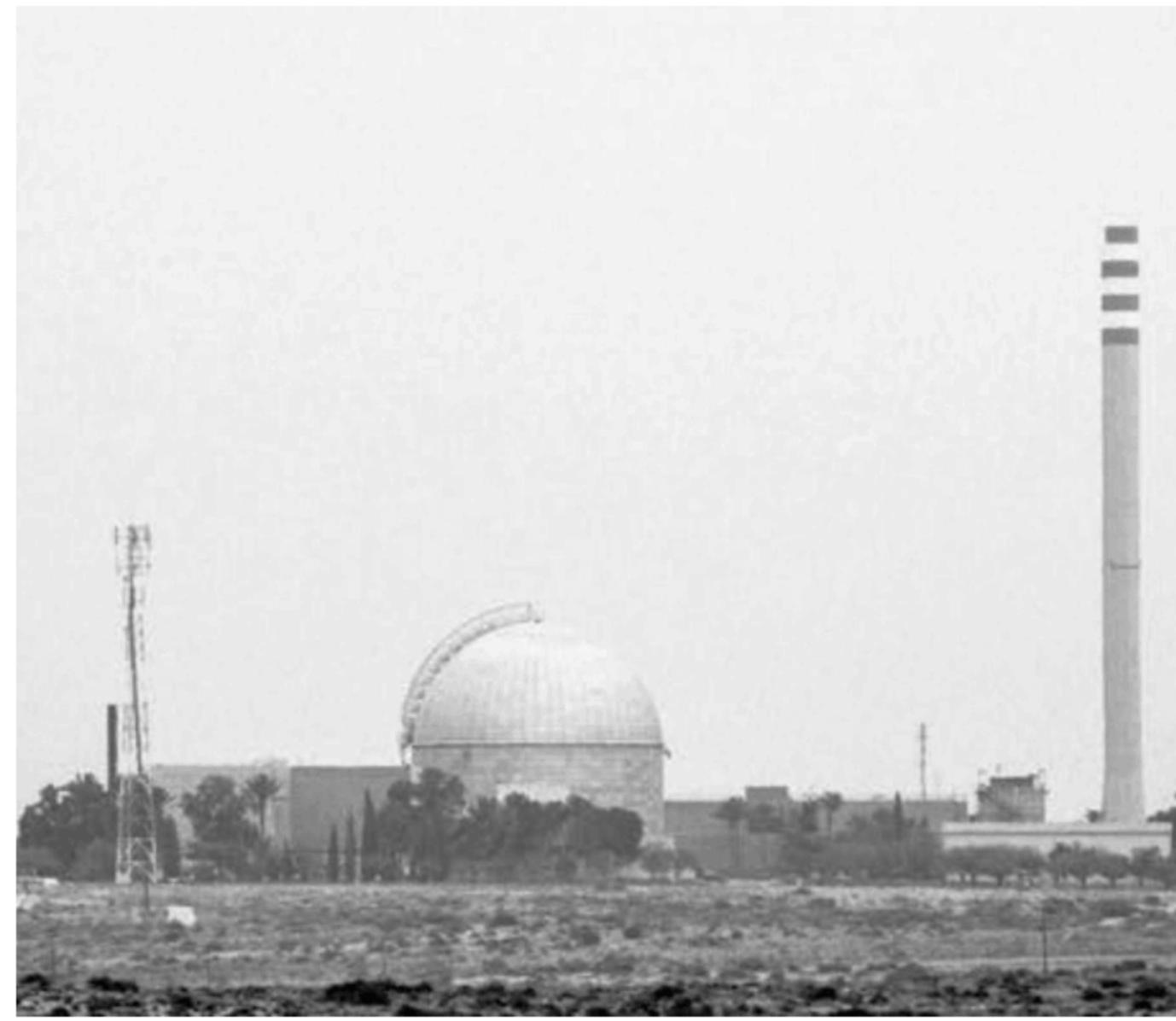
### UN ENLÈVEMENT ROCAMBOLESQUE PAR LE MOSSAD À ROME

Ainsi, le père du programme israélien, Ernst David Bergmann, acte-t-il que la prolifération, puisqu'elle est inévitable, doit être anticipée par Israël pour se protéger. Selon Shimon Peres, le physicien assurait, malgré les oppositions de la communauté scientifique : « Je suis convaincu que l'État d'Israël a besoin d'un programme de recherche en matière de défense qui lui soit propre, afin que nous ne soyons plus jamais des agneaux conduits à l'abattoir. » Preuve du tabou qui persiste autour du nucléaire israélien, l'un de ses techniciens, Mordechai Vanunu, fait l'objet d'un enlèvement rocambolesque par le Mossad à Rome. Pour avoir révélé les détails de ce programme à la presse, il est condamné en 1988 avant d'être emprisonné dix-huit années durant.

Cependant, en décembre 2006, lors d'un déplacement en Allemagne, le premier ministre israélien Ehoud Olmert commettait un impair pointé à l'époque par l'Humanité. En répondant à une question d'un journaliste sur le programme iranien, le chef du gouvernement lâchait : « L'Iran a menacé (...) de rayer Israël de la carte. Pouvez-vous dire que c'est une menace comparable, quand on cherche à obtenir l'arme nucléaire, à celle de pays comme la France, les États-Unis, Israël ou la Russie ? Israël ne menace aucun pays de quoi que ce soit et ne l'a jamais fait. » Le secret de polichinelle avait été levé une semaine auparavant par le secrétaire états-unien à la défense Robert Gates, qui expliquait que « l'Iran est entouré de puissances nucléaires avec le Pakistan à l'est, la Russie au nord et Israël à l'ouest ». Le statut de seule démocratie dont se prévaut Israël au Moyen-Orient mériterait à ce titre la transparence. ■

Dès les années 1950, Paris envoie des centaines de techniciens et entame les travaux d'un réacteur en 1958.

réate du prix Nobel de la paix, précise : « Israël est le seul État du Moyen-Orient à disposer d'un arsenal de près d'une centaine d'armes nucléaires. » Un programme développé grâce à la France. Dès les années 1950, Paris envoie plusieurs centaines de techniciens, livre



La centrale de Dimona, dans le désert du Néguev, est au cœur de l'arsenal atomique de l'État israélien qui disposerait d'au moins 80 bombes H. JACK GUEZ/AFP

LINA SANKARI

Jérusalem-Ouest (Israël),  
correspondance particulière.

**À** peine plus d'une trentaine de kilomètres séparent Sharon Casper, habitante de Jérusalem, de la maison de sa mère située à Modi'in, ville moyenne de l'ouest de la ville sainte. Elle n'a pourtant pas pris le risque du voyage. « *Elle a un abri sécurisé, ce qui n'est pas mon cas. Mais elle a préféré que je reste ici parce qu'elle avait peur qu'un missile tombe sur ma moto et moi pendant le trajet* », raconte cette trentenaire israélienne en manque de sommeil. Pour la troisième nuit consécutive, le pays a dormi sur une seule oreille, réveillé tantôt par les sons stridents des applications Red Alert (qui localisent les villes israéliennes potentiellement cibles de frappes) et du commandement du front intérieur (défense passive) sur les téléphones, tantôt par les sirènes dont le chant intime de se mettre à l'abri au plus vite. « *Il y a un abri collectif près de l'immeuble mais je n'y suis pas allée, partagée entre la conviction qu'ils (les missiles iraniens – NDLR) atteignent rarement leurs cibles et la pensée que je peux faire partie d'une mauvaise statistique* », explique celle qui, comme beaucoup de citoyens, a intégré ce type d'attaque à son quotidien. L'Iran est pourtant considéré ici comme une menace bien plus inquiétante que ses voisins libanais ou yéménite. Y compris par des membres de la gauche pacifiste et anti-occupation, à laquelle appartient Sharon Casper : « *C'est déjà inquiétant quand Israël frappe des civils sans défense à Gaza, ça l'est encore plus quand ils attaquent un pays qui a un arsenal massif de missiles à ogive nucléaire* », croit-elle savoir.

**« AU COURS DES DERNIÈRES 24 HEURES,  
90 GAZAOUSIS ONT ÉTÉ TUÉS »**

Il est ainsi rare de croiser sur le sol israélien des citoyens complètement opposés à la destruction de l'ennemi historique de l'État hébreu. « *Ma mère est une enfant de juifs sionistes, elle est née à Téhéran, relate encore l'Israélienne, regard perçant sous ses cheveux courts et teintés d'un bleu vif.*

*L'ensemble de ma famille a obtenu le statut de réfugiés après la mise en place du régime des ayatollahs, donc ils haïssent les révolutionnaires (islamiques au pouvoir en Iran – NDLR).* »

**REPORTAGE**

Cette sociologue et activiste

qui effectue des missions de « présence protectrice » auprès des Palestiniens de Cisjordanie et participe à des manifestations contre l'extrême droite craint par-dessus tout que cette nouvelle guerre contre l'Iran détourne les yeux du génocide perpétré par son pays sur les civils de l'enclave. « *Au regard du timing, alors que les gens ici sont épousés et que la guerre continue à Gaza, je pense que cette attaque d'Israël est une manière pour le gouvernement de garder un contrôle politique*, analyse-t-elle.



Le 15 juin, des secouristes à la recherche de corps, à Bat Yam, dans la banlieue sud de Tel-Aviv après la réplique iranienne. MENAHEM KAHANA/AFP

*Dans le même temps, on ne peut plus se réunir, et je ne peux plus aller protéger des Palestiniens contre l'armée d'occupation en Cisjordanie. C'est le seul endroit où je ne sentais plus cet horrible sentiment de culpabilité sur mes épaules. Ma priorité est de ne pas être membre d'une nation meurtrière.* »

L'état d'urgence décrété dans la nuit de jeudi à vendredi a en effet privé la population israélienne d'une partie de sa liberté de mouvement et de manifester. Dana Olmert, chercheuse en littérature à l'université de Tel-Aviv et figure importante du mouvement Drapeau noir (né il ya

un mois en protestation contre la guerre à Gaza et pour défendre les droits de ses habitants palestiniens), ne compte pas interrompre son militantisme pour autant : « *Nous allons tenter d'organiser des activités via Zoom (l'outil de visioconférence en ligne – NDLR) afin de réfléchir avec les étudiants à la manière d'aller de l'avant. Sous le couvert de l'attaque contre l'Iran, les bombardements*

**« Notre crainte est que Tel-Aviv tente de retarder ou d'éviter la tenue d'élections. »**

DANA OLMBERT, UNIVERSITAIRE

*sur Gaza se poursuivent également ; au cours des dernières vingt-quatre heures, environ 90 personnes y ont été tuées* », résume-t-elle, décidée à ne pas se laisser distraire par ce nouveau front. « *Je crois que la plus grande crainte de la gauche idéologique aujourd'hui – et je m'inclus dans cette liste – est que le gouvernement tente de retarder ou d'éviter complètement la tenue d'élections, car il n'y voit actuellement aucun intérêt* », estime Dana Olmert, qui, comme Sharon Casper, condamne le glissement autoritaire du gouvernement Netanyahu, dont cette guerre soudaine contre l'Iran serait le dernier exemple. Aucune n'épargne non plus les politiques de centre gauche, comme le chef du Parti travailliste Yaïr Golan. « *De lâches politiques* », juge l'une d'elles. Loin de condamner cette nouvelle entrée en guerre, celui-ci se contentait encore, samedi soir, sur X de saluer une « *action admirable de la part des services de sécurité* » israéliens ces derniers jours. ■

LÉONOR VARDÀ

**Q**uelle analyse faites-vous de la situation créée par les bombardements israéliens sur l'Iran ? Les autorités israéliennes se retrouvaient écartées du dossier palestinien avec l'initiative, à l'ONU, d'une conférence franco-saoudienne à New York, du 17 au 20 juin, pour porter la reconnaissance de l'État de Palestine. Le gouvernement de Benyamin Netanyahu apparaissait également de plus en plus isolé au niveau international. Après un an et demi de bombardements et de crimes à Gaza, Tel-Aviv était en train de perdre des alliés. Dans ce contexte, le premier ministre israélien a repris la vieille rengaine de l'Iran comme menace existentielle pour le pays afin de détourner le regard de la Palestine. C'est la priorité pour Israël. La menace atomique iranienne reste un prétexte pour Tel-Aviv. Téhéran ne va pas bombarder Israël, qui dispose d'une capacité militaire supérieure et n'est pas membre du TNP (traité de non-prolifération nucléaire – NDLR). Contre la menace iranienne, qui est un excellent ennemi, Israël va retrouver une certaine unité internationale autour de lui. Ce qui est intéressant, c'est que les États-Unis n'étaient pas d'accord avec cette opération. Le président Donald Trump a refusé les frappes sur les sites nucléaires ; il a retiré les bombardiers lourds B-52 de la base militaire aéronavale de Diego Garcia quinze jours auparavant. Les énormes bombes que seuls les États-Unis possèdent pour frapper en profondeur les sites nucléaires iraniens n'ont pas été utilisées. Les usines d'enrichissement d'uranium de Fordo et Natanz n'ont été touchées qu'en surface. L'armée israélienne a ciblé les résidences des grands chefs de l'armée, des gardiens de la révolution et du conseil de sécurité iranien, et trois ingénieurs responsables du nucléaire.

**Ces dernières années, à chaque frappe israélienne, les réponses iraniennes ont été mesurées. Aujourd'hui, de quels moyens Téhéran dispose-t-il pour répliquer ?**

L'Iran est un pays écrasé économiquement, avec des sanctions, un isolement politique, etc. Et surtout, Israël a décapité le Hezbollah au Liban, favorisé la chute du régime de Bachar Al Assad en Syrie, rendu inutiles les milices chiites irakiennes. Au Yémen, les Houthis ont leur propre stratégie. Autrement dit, l'Iran, qui avait ses « proxys » pour se défendre, devient un pays vulnérable. Le régime iranien ne dispose pas de chasseurs bombardiers, de tanks, de forces militaires capables de menacer ses voisins. Même si le pays répond de manières symbolique par l'envoi de drones et de missiles, il est trop affaibli. Les bombardements d'aujourd'hui marquent une défaite de l'Iran et des gardiens de la révolution. Ils ont perdu



Intervention du premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, le vendredi 13 juin. XINHUA/ABACAPRESS.COM

# « La menace atomique iranienne reste un prétexte pour Tel-Aviv »

Si Téhéran a répliqué à l'agression militaire israélienne, le géographe **Bernard Hourcade** estime que l'Iran est trop affaibli pour se lancer dans une guerre contre Israël.



**BERNARD HOURCADE**  
Géographe,  
spécialiste de l'Iran

la guerre. Ils ont quitté la Syrie sans combattre. Ils ont été battus sur tous les plans. Cette opération israélienne clôt une longue chute illustrée par la mort du général Hossein Salami. On évoque un embrasement général. Mais personne n'a envie de participer à une nouvelle guerre dans la région et personne n'en a la capacité.

## Sur quels alliés le régime iranien peut-il compter ?

Les Chinois et les Russes ne veulent pas d'une guerre.

Paradoxalement, leur seul allié apparaît être Donald Trump. La seule menace que les Iraniens pourraient agiter, c'est de se retirer du traité de non-prolifération. C'est symbolique mais cela révélerait une stratégie pour obtenir la bombe atomique. Actuellement, le pays en est

tout à fait incapable. Et à l'intérieur du pays, personne n'a envie de choisir cette voie qui signifierait un isolement total. La priorité du gouvernement iranien, c'est de sauver le régime fragilisé sur tous les plans : économique, politique, militaire. Cette séquence démontre qu'Israël est la seule puissance militaire de la région capable d'imposer ce qu'elle veut, de tuer les leaders politiques et militaires de n'importe quel pays comme elle le veut. Les pays arabes vont-ils accepter de céder la sécurité de la région à Israël ? Ce n'est pas évident. Cette attaque est une menace pour l'ensemble du Moyen-Orient et ses dirigeants. La porte de sortie pour Téhéran peut être Donald Trump. Le président américain a maintenu sa proposition de négocier de manière sérieuse ou, sinon, de laisser les mains libres aux Israéliens. Seuls les États-Unis peuvent être en mesure de stopper les futures attaques israéliennes.

## Le pouvoir, pourtant peu populaire, va-t-il chercher une porte de sortie politique en activant la fibre nationaliste des Iraniens ?

En Iran, le nationalisme, l'islam et l'ouverture internationale font partie des piliers du régime de Téhéran. Une partie de la population attendra des réponses à cette attaque. Elle ne va pas accepter qu'on vienne bombarder sans réaction. Mais les Iraniens ne sont pas favorables à une guerre totale contre Israël. Le régime a donc peu de moyens de réagir. Ils vont affirmer : « Nous allons rayer Israël de la carte. » Mais ils ne peuvent rien faire. Si l'alliance avec Donald Trump s'avère difficile, les négociations peuvent être primordiales. Le pouvoir peut défendre un marché de 92 millions d'habitants, une influence dans le Moyen-Orient, des réserves de pétrole et de gaz. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA

# «L'acharnement barbare et inconsidéré des pêcheurs fera disparaître un jour la dernière baleine de l'Océan.»

Jules Verne

## LA FEMME DU JOUR



**Kim Gordon**

La bande-son des manifestations anti-Trump serait-elle en train de s'écrire ? C'est à Kim Gordon, 72 ans, bassiste iconique du groupe de rock indé Sonic Youth, que revient l'honneur de lancer le mouvement. La musicienne a conservé la musique mais troqué les paroles de *Bye Bye*, tiré du très bruitiste et néanmoins réussi *The Collective*, publié en 2024, contre des mots dont l'administration Trump a prévenu que l'usage vaudrait annulations de subventions : « féminin », « changement climatique », « hispanique », « santé mentale », « immigrants »... Sur le clip du morceau, rebaptisé *Bye Bye 2025*, on peut voir la musicienne brandir ces mots sur des pancartes, à la manière de Bob Dylan pour sa chanson *Subterranean Homesick Blues*. Une façon de s'inscrire dans une longue tradition d'irrévérence. ■

CLÉMENT GARCIA

## BONNET D'ÂNE

### Nicolas Sarkozy sans honneur ni mérite

Philippe Pétain était jusqu'à présent le seul ancien chef d'État français à s'être vu retirer la Légion d'honneur, en 1945, après qu'il avait été reconnu coupable de haute trahison et d'intelligence avec l'ennemi. Depuis dimanche 15 juin, il a été rejoint par Nicolas Sarkozy, dont la condamnation à un an de prison ferme pour corruption, dans l'affaire des écoutes, est devenue définitive du fait du rejet, en décembre 2024, de son pourvoi en cassation. Une peine qui rendait quasi automatique son exclusion de l'ordre créé en 1802 par Napoléon I<sup>e</sup>, dont il était grand-croix - la plus haute distinction. Celle-ci a donc été officialisée ce dimanche, en même temps que son retrait de l'ordre national du Mérite : un bon coup de Kärcher pour redonner du lustre à ces breloques.

## L'œil de Bobika



## LA BONNE NOUVELLE Une villa gallo-romaine s'offre un bain de foule

Jardins, bassins d'agrément, pièces de réception, thermes privés... c'est une immense villa gallo-romaine que fouillent les équipes de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) depuis le printemps. Situé au lieu-dit Sainte-Nitasse, en bordure de l'Yonne, ce chantier était ouvert au public les 14 et 15 juin, à l'occasion des Journées européennes de l'archéologie. Agriculture, viticulture, commerce fluvial : la poursuite des fouilles permettra de vérifier les hypothèses

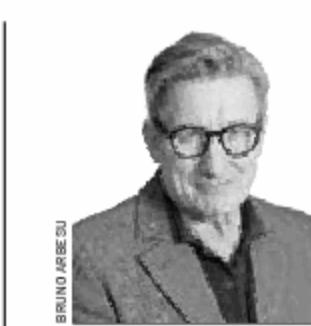
quant à l'activité de ce site remarquable. À condition qu'elles puissent se poursuivre, car l'émerveillement de la découverte ne doit pas faire oublier les menaces qui pèsent sur l'archéologie, entre réduction drastique des budgets de la culture et menace de la loi de simplification de la vie économique, en discussion actuellement, qui pourrait exempter certains projets de construction de l'obligation de fouilles préventives. Au risque de perdre la mémoire. ■

OLIVIER CHARTRAIN

## POINT D'INTERVIEW L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Armes** Une filiale d'Israël Aerospace Industries, principale entreprise de défense d'Israël et propriété de l'État, a été désignée coordinatrice d'un programme de 59 millions d'euros pour construire des drones, selon une enquête de Disclose, Investigate Europe et Reporters United. Le financement provient du fonds européen de la défense et de sept autres pays européens, dont la France.

**Assassinat** Le meurtrier d'une élue démocrate dans le Minnesota, Vance Luther Boelter, dont les visées politiques ne font pas de doute, est toujours recherché par la police. Il a tué l'élue et son mari, et blessé deux autres personnes par balles. Il semblait viser des personnalités connues pour leur positions progressistes.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Mai 68?

C'est la une du *Journal du dimanche* de Vincent Bolloré. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, en pleine page proclame qu'il faut « En finir avec les barbares », en référence au meurtre tragique de la surveillante de Nogent, Mélanie, par un adolescent dont on ignore les motivations. Mais lui, il a tout compris. Les barbares, c'est Mai 68 qui les a fabriqués. « On nous avait promis la plage sous les pavés mais c'est la rage qui est remontée. » Et aussi à cause des illusions nées alors : « D'abord l'idée qu'on pouvait travailler moins et vivre mieux : elle a conduit à un appauvrissement collectif et individuel. » On a du mal à suivre. Sinon, après le drame, lui fait-on remarquer, les annonces pleuvent : portiques, sanctions, internats... « Que dit cette frénésie politique du rapport au réel ? » Réponse : « C'est d'abord le symptôme d'une politique soumise à l'émotion médiatique, (...) les responsables politiques se sentent sommés de répondre dans la minute comme s'il étaient prisonniers de l'actualité. » Lui n'en est pas prisonnier, en effet. Il s'en sert, dans la minute. ■

## LE FIL ROUGE

**Paris (6<sup>e</sup>)** Hugues Reiner, chef d'orchestre qui a contribué à reconstruire l'Orchestre philharmonique de Sarajevo, en pleine guerre de Bosnie-Herzégovine en 1993, tiendra un grand concert pour la paix en l'église Saint-Sulpice, mardi 17 juin à 20 h 45, au profit du Mouvement de la paix. Ce spectacle prendra également la forme d'un meeting pour la paix, alors que plusieurs pays africains, moyen-orientaux et aussi l'Ukraine sont en guerre. Seront jouées la *Symphonie du Nouveau Monde*, de Dvorak, et une création originale pour la paix d'Hugues Reiner. Parrainé par Nihon Hidankyo, organisation japonaise prix Nobel de la paix 2024, le concert est au bénéfice du Mouvement de la paix. Entrée libre. Une collecte sera organisée sur place. D'autres initiatives de ce type seront mises en place hors région parisienne, au cours de l'année.

# À Nancy, le PS se déchire encore sur le rapport à LFI

**CONGRÈS** Le parti de Blum et Mitterrand n'a pas su réaliser la synthèse entre les partisans d'Olivier Faure et ceux de Nicolas Mayer-Rossignol. Deux lignes stratégiques sur l'union de la gauche doivent, non sans tension, cohabiter.

Nancy (Meurthe-et-Moselle), envoyé spécial.

**A**udéjeuner, c'est jambon-beurre et soupe à la grimace. Devant la sandwicherie de la gare, la file d'attente s'allonge, les sourcils se froncent et les épaules se haussent. «Tout ça pour ça...», souffle l'un. «Je voulais qu'on parle du fond, qu'on ait enfin des idées», renchérit un autre. De l'avis de tous, le 81<sup>e</sup> congrès du Parti socialiste, tenu entre vendredi et dimanche à Nancy (Meurthe-et-Moselle), n'est pas une franche réussite. Il ne fut clairement pas celui de la concorde entre les roses.

Une heure plus tôt, le congrès touchait à sa fin, laissant en suspens une interrogation: comment un PS divisé peut-il fonctionner? Il est 11 h 45 lorsque Olivier Faure, officiellement réélu premier secrétaire avec 51,15 % des suffrages, s'avance au son d'un tube de Coldplay jusqu'au pupitre pour son discours de clôture. Une poignée de drapeaux fuchsia dans les mains de jeunes socialistes flottent au rythme des acclamations. Devant l'enthousiasme, sourire aux lèvres, Olivier Faure lâche, pour quelques instants au moins, son habituel air impassible. Une accolade par-ci, un selfie par-là. Et puis, il y a ce que les images léchées de la communication du parti ne montrent pas, ou alors de loin: ceux qui,

## REPORTAGE



Olivier Faure félicité par Hélène Geoffroy, maire de Vaulx-en-Velin, et Pierre Jouvet, député européen socialiste, dimanche 15 juin, à Nancy (Meurthe-et-Moselle). JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN/AFP

dépités, restent les bras ballants, ceux qui font «non» de la tête ou ceux qui restent assis l'air désapprobateur. Au premier rang, Nicolas Mayer-Rossignol (NMR), maire de Rouen (Seine-Maritime) et vaincu du congrès, applaudit des doigts. Pour la forme car les trois courants (si l'on ajoute celui du troisième homme, Boris Vallaud) n'ont pas su s'accorder sur un pacte de gouvernance. Encore moins sur la ligne stratégique.

Aux places d'honneur figurent bien tous les potentiels partenaires du PS, des Écologistes aux communistes en passant par Place publique, la CGT, la CFDT ou encore la Ligue des droits de l'homme. Seule la France insoumise manque. Trois lettres - LFI - qui ont pourtant été, ce week-end, sur toutes les lèvres, notamment sur celles de Nicolas Mayer-Rossignol et de ses partisans, déterminés à acter la rupture avec les melenchonistes. «Si ce parti n'est pas capable de comprendre qu'il faut de la clarté

sur les alliances, alors ce congrès ne peut être une réussite», avertissait l'édile normand au début des discussions. Dans le centre des congrès flotte le parfum acre des «gauches irréconciliables». «Dire «plus jamais LFI», ce n'est pas possible», rétorque une proche d'Olivier Faure. Je peux dire «plus

jamais Mélenchon» mais on ne sait pas de quoi l'avenir insoumis sera fait. Il ne faut pas se fermer de portes.» Cette précaution s'explique aussi par le poids de l'extrême droite dans le pays.

À l'abri des regards, les discussions patientent. L'aile droite du PS hausse alors le ton à la tribune. D'abord avec le député Jérôme Guedj, chauffant à blanc une salle amorphe.

Il s'emporte à propos de Jean-Luc Mélenchon, homme qu'il a «aimé profondément», devenu, selon lui, «un salopard antisémite». Loin de l'«apaisement» dont il dit être le défenseur, Nicolas Mayer-Rossignol harangue son camp: «Être

«La ligne a été tranchée: on ne va pas revenir sur le vote des militants.»

DIEYNABA DIOP, DÉPUTÉE

fidèle au socialisme, c'est affirmer unanimement qu'il n'y aura pas, sous aucun prétexte, d'alliance avec la France insoumise.» «C'est votre discours de sortie», lâchera, à la sortie de la salle, Pierre Jouvet, proche de Faure passablement agacé, à David Assouline, lieutenant de NMR. «LFI n'est pas de gauche. Ce sont des populistes, alors pas d'alliance», appuie Lamia El Aaraje, première secrétaire fédérale à Paris.

#### POUR UNE « CANDIDATURE COMMUNE DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES »

Voilà qui enterre toute possibilité de « synthèse » socialiste et de direction commune : le PS est coupé en deux. « Être anti-LFI, ça ne fait pas une ligne politique. Il n'y a que ça qui les fait tenir ensemble, sinon ils ne sont d'accord sur rien », assure l'eurodéputée fauriste Chloé Ridel. Et Jean-Luc Mélenchon s'en délecte sur X : « Si vous devez faire une scission, pourquoi pas sur un sujet de fond : l'atlantisme sous Trump, la lutte contre l'économie d'armement, les conditions de la paix en Ukraine, le bilan de votre non-censure de Bayrou, la retraite à 60 ans, l'interdiction des pesticides. Bref, quelque chose d'utile. »

Il faudra attendre le dimanche matin pour qu'Olivier Faure réponde, accusant ses opposants sous une « domination psychologique de la gauche radicale » de faire du congrès un « référendum pour ou contre LFI ». « Ici, c'est le Parti socialiste ! » a-t-il lancé devant les chantres de « l'affirmation ». Le premier secrétaire assure qu'il n'y aura pas d'accord national avec LFI aux prochaines élections, préférant une alliance de la gauche non melenchoniste. « Certains préfèrent des coalitions de Glucksmann à Rebsamen qui siège au Conseil des ministres avec Bruno Retailleau. Nous préférons

une plateforme commune de Ruffin à Glucksmann », précise Pierre Jouvet. « Si on additionne les scores d'Olivier et de Boris qui partagent la même stratégie, ça fait 60 %. La ligne a été tranchée : on ne va pas revenir sur le vote des militants », argue la députée Dieynaba Diop.

Si Olivier Faure souhaite une « candidature commune de la gauche et des Écologistes », c'est que l'heure est grave devant l'alliance de « l'extrême argent avec l'extrême droite » et la radicalisation « des logiques de prédatation du capitalisme néolibéral ». À cela, le premier secrétaire oppose le « socialisme écologique », puisque « la social-démocratie de l'après-guerre n'est plus en capacité de répondre aux défis du présent ». Ses proches promettent un projet socialiste d'ici à la fin de l'année, lequel doit être, au fil des échéances électorales, « actualisé comme les insoumis le font avec l'Avenir en commun ». Olivier Faure a déjà avancé quelques mesures consensuelles : taxe Zucman, reconnaissance de l'État de Palestine et « retirer du marché des activités dont l'accès doit être garanti à tous ».

Son processus de rédaction sera ouvert à « toutes les sensibilités du parti ». L'occasion pour les socialistes de trancher nombre de désaccords. Le plus urgent, à quelques jours de la fin du « conclave », semble porter sur les retraites. Les partisans d'une ligne sociale-libérale pourraient consentir à conserver l'âge de départ à 64 ans. Mais Olivier

Faure assure que, si le sujet des retraites ne revient pas à l'Assemblée nationale pour l'abrogation de la réforme de 2023, ses troupes censureront François Bayrou et son gouvernement, dont le PS n'est « pas l'assurance-vie ». ■

EMILIO MESLET

**51,15 %**

C'est le résultat officiel d'Olivier Faure avec 12 689 voix, contre 12 120 voix, soit 48,85 %, pour Nicolas Mayer-Rossignol.

## Des psychotropes toujours en tension

**PÉNURIE** Alors que la santé mentale a été érigée « grande cause nationale » en 2025, une quinzaine de tensions d'approvisionnement et ruptures de stock sur des médicaments psychotropes sont toujours signalées par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM). Après la quetiapine, un neuroleptique prescrit pour traiter schizophrénie, bipolarité et dépressions, les tensions d'approvisionnement ont touché le teralithé – sels de lithium contre la bipolarité – et deux antidépresseurs, la sertraline et la venlafaxine. Fin mai, plus de la moitié des pharmacies disposaient de moins d'un jour de stock pour la plupart de ces indications. À l'origine du problème, des défauts de qualité au sein de l'usine grecque Pharmathen, qui fabrique plusieurs de ces molécules. Par ricochet, d'autres médicaments prescrits en substitution sont venus à manquer, malgré les mesures prises (interdiction d'exportation, restrictions de prescription, délivrance de comprimés à l'unité, préparations magistrales en pharmacie...). Face à ces ruptures à répétition, les professionnels de santé peinent à trouver des alternatives pour assurer une continuité de traitement aux patients. Selon l'ANSM, la situation « reste fragile sur le terrain malgré certaines améliorations ». ■

A. C.

(Publicité)

## ESPACE COLLECTIVITÉS

le rendez-vous professionnel au service des collectivités

**11&12 sept.  
2025**  
41e édition

LE PLESSIS-PÂTÉ

### Au programme de ces 2 jours

- Pression, solitude, désengagement : être maire aujourd'hui, pourquoi faire ?
- Autorité, compétences, crédibilité : être une femme à un poste de pouvoir en 2025
- Logement : quelles solutions pour relancer la construction ?
- Cantines scolaires et transition alimentaire : quels leviers pour une alimentation durable ?

**DEMANDEZ VOTRE BADGE DÈS MAINTENANT !**



I D E L I A

[www.espace-collectivites.com](http://www.espace-collectivites.com)



# Un élan international tout en nuances pour les mers

**ENVIRONNEMENT** La conférence des Nations unies sur l'océan, qui s'est achevée le 13 juin, a permis des avancées quant à la protection des eaux. Mais elle a fait l'impasse sur la question des énergies fossiles.

**C**lap de fin à Nice. La troisième conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc), qui s'est achevée le 13 juin, a enclenché « une dynamique positive », selon Li Junhua, secrétaire général de cette conférence pour l'ONU, où étaient réunis 175 États membres, 64 chefs d'État et de gouvernement et 12 000 délégués.

La France s'enorgueillit d'un bilan positif : « Nous avons voulu tenter le pari d'un changement transformateur, et faire que nous ne pourrons plus jamais aller en arrière », a déclaré l'envoyé spécial du

président de la République et ambassadeur des pôles, Olivier Poivre d'Arvor.

La déclaration politique avait déjà été négociée en amont du sommet, dans le cadre des Nations unies. Point notable, elle reconnaît les droits des populations autochtones et leur consentement éclairé. Cependant, elle ne fait pas référence aux énergies fossiles : « C'est la principale cause de la détérioration des océans, et nous n'en parlons pas assez », avait regretté Ralph Regenvanu, ministre de l'Environnement de l'archipel volcanique du Vanuatu, dans le Pacifique.

Cependant, ce texte n'est pas légalement contraignant. « Aucun communiqué n'a jamais refroidi une canicule marine

et nous sommes encore loin de protéger 30 % de nos mers », a souligné Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat. D'autant que « la base financière est faible. »

## UN TRAITÉ EN 2026, APRÈS VINGT ANS DE NÉGOCIATIONS

Selon un rapport du Forum économique mondial de 2022, 175 milliards de dollars seraient nécessaires chaque année pour atteindre l'objectif de développement durable d'ici à 2030. « L'enjeu de Nice n'était pas vraiment dans cette déclaration politique, mais plutôt dans les annonces sur les processus adjacents de gouvernance qui sont contraignants », résume André Abreu, directeur des politiques internationales de la fondation Tara Océan.

À cet égard, l'Unoc a permis des progrès.

C'est la grande avancée de cette conférence : le traité international pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine (BBNJ) devrait être mis en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, après vingt ans de négociations. Il doit réglementer les activités en haute mer, c'est-à-dire dans les espaces maritimes hors des zones économiques exclusives des États – soit 64 % des océans, et la moitié du globe.

Le traité devrait disposer, d'ici à la prochaine Assemblée générale des Nations unies, d'au moins 60 ratifications, condition de sa mise en œuvre. Il permettra la tenue de COP (conférence des parties, les organes de décision) dédiées à l'océan, dont la première est attendue en septembre 2026. Mais il faudra composer avec les organisations de pêche et l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM). Et avec Donald Trump, qui entend accélérer la délivrance de permis dans les eaux internationales. La coalition pour un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins n'a d'ailleurs guère progressé, passant de 32 à seulement 37 pays sur les 169 États membres de l'AIFM présents lors du sommet.

Si, dans la déclaration finale du sommet, le plastique est défini comme un « défi » plutôt que comme une « crise », réduisant son importance, l'Unoc a cependant donné lieu à « l'appel de Nice pour un traité ambitieux sur les pollutions plastiques », signé par 96 pays.

Cette coalition demande un traité qui prenne en compte le plastique sur toute la chaîne de valeur. Une bataille à mener alors que la plupart des pays pétroliers souhaitent en restreindre la portée aux seuls déchets. Les négociations qui avaient achoppé au sommet contre la pollution plastique de Busan, en Corée, fin 2024, doivent reprendre en août à Genève.

## LES EAUX MÉTROPOLITAINES, UN SUJET TRÈS ÉPINEUX

L'horizon fixé par l'accord de Kunming-Montréal, issu de la COP15 sur la biodiversité de 2022, pour parvenir à 30 % d'aires protégées d'ici à 2030, dont 10 % en protection stricte, est encore lointain. Mais l'Unoc a été le théâtre d'engagements en la matière, notamment du Royaume-Uni, du Brésil, du Chili, du Portugal ou de la Grèce. Les nouvelles zones annoncées permettraient de passer de 8,3 % d'aires marines protégées (AMP) à près de 11 % au niveau mondial.

En Polynésie française, plus de 900 000 km<sup>2</sup> des eaux seront classés en protection stricte, ce qui en

fera la plus grande zone bénéficiant de ce statut au monde. Pour ce qui est des eaux métropolitaines, en revanche, le sujet est épique. Selon le gouvernement, les zones protégées devraient passer de 0,1 % des eaux métropolitaines à 4 %. Or, note Claire Nouvian, directrice générale de l'ONG Bloom, la carte du gouvernement « repose sur des zones où le chalutage est déjà interdit ». Olivier Poivre d'Arvor a d'ailleurs reconnu : « On peut faire mieux. Mais on a déjà avancé. »

Côté ONG, la position française laisse un goût amer : « Aucune annonce concrète n'a été faite sur l'extension ou le renforcement de ses aires marines protégées, en particulier sur le sujet du chalutage de fond », a déploré François Chartier, chargé de campagne océans chez Greenpeace France. Au niveau international, un élan semble s'être enclenché. Reste maintenant à le transformer en actes. ■

JESSICA STEPHAN

## Annonces légales

Le journal l'Humanité est officiellement habilité pour l'année 2025, pour la publication

des annonces judiciaires et légales dans les départements: 93, 94. Arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des

annonces judiciaires et légales. - Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait

- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,237 euro H.T. le caractère

**AVIS DE CONSTITUTION**  
Aux termes d'un ASSP en date du 15 mai 2025, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination :

### AMAZIGH

Objet social : La vente en gros et demi-gros de prêt à porter hommes, femmes et enfants, la maroquinerie, la bijouterie et la fantaisie

Siège social : 8, rue Gardinoux, 93300 Aubervilliers

Capital : 1 000 euros

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Bobigny

Président : M. MEHIDI SABRI, demeurant 19, rue Hélène-Boucher, 77230 Dammarin-En-Goele

Admission aux assemblées et droits de votes : chacun des actionnaires s'interdit de transférer, directement ou indirectement, à titre onéreux ou gratuit la propriété, l'usufruit ou la nue-propriété desdites actions sous quelque mode que ce soit à un tiers, sans agrément préalable. La procédure d'agrément préalable s'applique également en cas de décès d'un actionnaire.

Clause d'agrément : Les actions ne peuvent être cédées, même entre associés et y compris au profit du conjoint, d'un descendant ou d'un descendant d'un associé, ou résultant d'une dévolution successorale ou de la liquidation d'une communauté de biens entre

époux, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

### DISSOLUTION

**JB DEVELOPMENT**  
SAS au capital de 5 00 euros  
Siège social : 60 rue Théodore-Honoré, 94130 Nogent-Sur-Marne  
821 238 417 RCS de Créteil

Publication en application des articles R210-3 et R 210-9 du Code de commerce. La société est détenue par un nouvel associé unique. Ce changement n'a pas entraîné de modification statutaire. La dissolution de la société en application de l'article 1844-5, 3<sup>e</sup> alinéa, du Code Civil a été décidé le 29 avril 2025. Les détails de cette opération figurent dans une annonce à publier au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales à la diligence du Greffier.

### DIVERS SOCIÉTÉS

Rectificatif à l'annonce parue le 27 décembre 2024 concernant la société **MN CONSTRUCTION**  
Il fallait lire: suivant l'AGE du 19 novembre 2024 au lieu du 24 décembre 2024.



### LÉON MET LA PRESSION

« Il n'y aura pas d'accord si le patronat n'avance pas plus sur la pénibilité et le volet réparation », a déclaré dans *la Tribune dimanche* Marylise Léon. Sauf retournement, la CFDT devrait ratifier un accord ne revenant pas sur l'âge de départ en retraite à 64 ans.

### VICTOIRE À ANGOULÈME

À l'initiative de la CGT et mobilisés depuis le 28 mai, les éboueurs grévistes des sept déchetteries de l'agglomération d'Angoulême ont obtenu une revalorisation de 70 euros de leur prime socle. À cela s'ajoute une hausse du bonus agression, de 10 à 30 euros.

# L'exploration spatiale aux mains des start-up

## INDUSTRIE

Le 55<sup>e</sup> salon du Bourget, qui s'ouvre ce lundi, met à l'honneur un secteur de l'aérospatial désormais dominé par les logiques de marché, au détriment de ses missions scientifiques et sociétales.



Parmi les poids lourds présents au Bourget, le français Safran et ArianeGroup. THOMAS SAMSON/AFP

**L**es agences spatiales en voie d'être supplantées par les start-up ? Alors que le Salon international de l'aéronautique et de l'espace ouvre ses portes ce lundi 16 juin au Bourget (Seine-Saint-Denis), un hall de 2500 m<sup>2</sup> est entièrement dédié à l'écosystème spatial : le Paris Space Hub. Depuis la mise en service de Starlink, une constellation de 6 300 satellites de télécommunications portée par le milliardaire américain Elon Musk, la financiarisation du spatial bat son plein.

Depuis une dizaine d'années, le « retard » de la France, et plus largement de l'Europe, face aux États-Unis ou à la Chine est régulièrement pointé du doigt. « Ce qu'il faut faire en parallèle des grands groupes, c'est avoir la même ambition que SpaceX à l'échelle européenne : faire émerger des start-up, (...) on prend des tickets, on prend des risques et on finance », déclarait Emmanuel Macron lors d'une rencontre avec les entrepreneurs de la French Tech en 2018. Depuis, la machine est lancée, avec en ligne de mire le rêve du « New Space » et le fantasme d'une « start-up nation » promue par le chef de l'État.

Si les libéraux européens encensent le modèle SpaceX, la réalité est bien éloignée du mythe d'un secteur purement privé guidé par la seule logique de marché. Depuis sa création en 2002, l'entreprise d'Elon Musk SpaceX a bénéficié

de plus de 22 milliards de dollars de subventions publiques directes ou indirectes, notamment via des contrats fédéraux avec la Nasa. À l'échelle mondiale, entre 85 % et 90 % des investissements dans le secteur spatial sont publics. La maîtrise des données constitue l'un des rares leviers économiques du domaine, le reste dépendant largement de financements étatiques.

#### DES IMPÉRATIFS DE COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE

« Sans les investissements publics, le spatial n'existe pas. Mais il existe pour fournir des services publics », rappelle Arnaud Saint-Martin, député LFI, sociologue des sciences au CNRS et auteur des *Astrocapitalistes*. « C'est un moyen, pas une fin en soi. » Le budget entre 2021 et 2027 de la Commission européenne est de 15 milliards d'euros dans le secteur, avec une projection de 40 à 50 milliards

d'euros pour la période 2027-2034. En France, 6,4 milliards d'euros sont prévus dans la loi de programmation militaire 2024-2030. Pourtant, malgré ces investissements massifs, bien que nettement moindres que ceux des Américains, aucune stratégie nationale claire n'a émergé depuis une dizaine d'années, et le secteur français souffre d'un réel déficit démocratique.

En 2019, le Centre national d'études spatiales (CNES), chargé d'élaborer le programme spatial français, cède ses parts dans Ariane à Airbus Safran Launchers (devenu ArianeGroup). Résultat : le développement des lanceurs devient une activité entièrement privée, et l'activité du CNES est réduite à peau de chagrin. En 2020, le rattachement du spatial au ministère de l'Économie, plutôt qu'à celui de la Recherche, marque un changement de paradigme profond. Les investissements publics doivent ■■■



**17 juin** Ancien conclave des retraites : réunion a priori finale pour tenter d'aboutir à un accord.  
**20 juin** Mobilisation pour soutenir l'industrie française à l'appel

de la CGT, à 12 h 30 devant ArcelorMittal à Dunkerque (Nord).  
**21 juin** La CGT, FO, la FSU et Solidaires de Seine-Saint-Denis appellent à une manifestation contre la présence d'entreprises israéliennes au Salon

international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget. Le rendez-vous est à 13 heures devant la Bourse départementale du travail à Bobigny.  
**26 juin** L'Ugict-CGT organise les rencontres de son magazine

Options sur le thème : « Manager au XXI<sup>e</sup> siècle : mission(s) impossible(s) ? » Elles auront lieu de 9 heures à 16 heures, à Sciences-Po Paris, 27, rue Saint-Guillaume, 7<sup>e</sup> arrondissement.

■■■ désormais répondre à des impératifs de compétitivité industrielle, reléguant au second plan les enjeux sociétaux.

Dans le cadre du plan France 2030, le CNES s'est vu attribuer 1,5 milliard d'euros à redistribuer exclusivement à des start-up. Une décision qui suscite des critiques internes. « Les deniers publics sont aujourd'hui utilisés non plus pour soutenir des projets mûrs et structurants, mais pour financer des start-up aux concepts parfois fragiles et sans vision à long terme », déplore Éric Peschet, délégué central CGT, lors des assises spatiales de la CGT à Toulouse, le 10 juin. « La startupisation met les jeunes pousses en concurrence déraisonnable, limite les marges d'innovation et crée de la redondance », regrette de son côté le député LFI.

Pourtant, au cœur du salon du Bourget, ce nouveau logiciel s'accélère avec un espace exclusivement dédié à ces « jeunes pousses réinventant l'aéronautique et le spatial, dans un contexte de mutation profonde », peut-on lire sur le site. Pas moins de 130 start-up sont invitées pour cette 55<sup>e</sup> édition.

**« Les grands industriels refusent de répondre à des appels d'offres institutionnels si la rentabilité n'atteint pas deux chiffres. »**

THOMAS MEYNADIER,  
DÉLÉGUÉ SYNDICAL CGT  
DE THALES ALENIA SPACE

ont annoncé en 2024 des centaines de suppressions de poste. Pourtant, en 2023, ces deux groupes ont bénéficié respectivement de 31 milliards et 33 milliards d'euros via le crédit impôt recherche, tout en enregistrant des milliards de bénéfices. « Ils raisonnent à court terme, licencient et perdent les compétences accumulées pendant des années », se désole Thomas Meynadier, délégué syndical CGT de TAS.

#### UNE NATIONALISATION EST NÉCESSAIRE

Par ailleurs, Airbus et Thales développent ensemble un projet commun : Bromo, qui vise à fusionner les activités spatiales de ces deux géants français et de l'italien Leonardo dans le but de « concurrencer Starlink ». Mais là où SpaceX est intégrée verticalement, maîtrisant toute la chaîne de valeur des lanceurs aux terminaux, Bromo reste une consolidation horizontale d'industriels, sans intégration de lanceurs ni d'opérateurs satellitaires à ce jour. « Cette fusion vise surtout à augmenter les marges d'un secteur moins rentable que la défense, dénonce le représentant du personnel de TAS. C'est un projet structurant qui aura un impact certain sur les salariés. »

Les sites de production ou de lancement sont classés défense, et les satellites ont majoritairement une double utilité : civile et militaire. « Grâce aux aides publiques, les grands industriels ont acquis technologies et savoir-faire, puis investi le marché commercial. Aujourd'hui, ils refusent parfois de répondre à des appels d'offres institutionnels si la rentabilité n'atteint pas deux chiffres ! » s'insurge l'élu CGT.

Pour Arnaud Saint-Martin, une nationalisation est nécessaire, notamment celle d'ArianeGroup, qui produit aussi des missiles nucléaires. « La dissuasion doit rester souveraine, affirme-t-il. Les logiques de marché ont contaminé les institutions publiques. Il est impératif de convenir rapidement d'une stratégie et d'un cadrage spatial. » ■

LEA DARNAY



Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 2025 à Grenoble (Isère). FRANÇOIS HENRY/RÉA

## Pour son congrès, la CGT mise sur la jeunesse

**SYNDICALISME** La centrale a présenté ce 13 juin les initiatives des festivités de son 130<sup>e</sup> anniversaire, en marge d'une journée dédiée aux jeunes et à leurs priorités.

**A** la CGT, les jeunes sont à l'honneur. Ce vendredi 13 juin, 500 adhérents de moins de 35 ans se sont réunis à Montreuil (Seine-Saint-Denis) pour une journée dédiée, dans le cadre des 130 ans de la confédération. « Avec Parcoursup et les difficultés pour s'insérer dans la vie professionnelle que la jeunesse rencontre, c'est notre avenir qui est sacrifié », a martelé la secrétaire générale, Sophie Binet, lors d'une conférence de presse.

Pour l'occasion, la confédération a commandé un sondage auprès de Cluster17 pour identifier les priorités des jeunes générations vis-à-vis du syndicalisme. La hausse des salaires (26 %), la garantie d'un accès gratuit à la santé et à l'éducation (23 %) ainsi qu'à un logement digne et abordable (23 %) sont les trois priorités citées par les jeunes sondés. « Si l'on ajoute les questions d'accès à un prix de l'énergie abordable (12 %) et à une alimentation de qualité (16 %), la thématique émergente est celle de la précarité », souligne Nawel Benchlikha, de la commission exécutive confédérale.

Si 44 % des sondés disent avoir une bonne image de la CGT (4 points

de plus que l'ensemble des salariés), 95 % d'entre eux se déclarent sans appartenance syndicale. « En France, le syndicalisme s'exerce par procuration. Cependant, l'enquête démontre un vivier de syndicalisation potentielle. C'est l'un des objectifs de notre 54<sup>e</sup> congrès, que nous plaçons sous l'égide de la jeunesse », assure Sophie Binet. Ce dernier se tiendra à Tours du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2026.

#### 70 000 NOUVELLES ADHÉSIONS DEPUIS LE MOUVEMENT DE 2023

Signe encourageant : dans les 70 000 nouvelles adhésions depuis le mouvement de 2023 contre la retraite à 64 ans, « la part des moins de 35 ans, des cadres et techniciens est en forte hausse », insiste la secrétaire confédérale Catherine Giraud, qui prévient : « Ces adhésions se fondent sur des valeurs partagées avec notre centrale lors du mouvement social contre la réforme des retraites et les conséquences de la dissolution de l'Assemblée. Mais si les structures de la CGT veulent avoir une chance de les garder, il faut proposer à ces nouveaux arrivants une formation dès leur première année d'adhésion. » La direction confédérale sortante espère présenter un

texte d'orientation, mis en débat dans les structures et syndicats, en février 2026.

D'ici là, et en parallèle des luttes sociales, la CGT va s'employer à fêter ses 130 ans. Ainsi, la confédération sort un album de chants militants, *La lutte est belle !*, regroupant plusieurs artistes, dont Gauvin Sers, Cali, Mouss et Hakim... Dans son siège de Montreuil, la CGT a érigé 37 portraits méconnus du grand public. Figurent Olivier Leberquier, figure des 1336, Marius Patinaud, résistant et sous-scrétairé d'État au travail d'Amboise Croizat, ou Nathalie Argenson, leader du blocage du CHU de Nîmes en 2018. « Traditionnellement, les figures importantes sont mises en avant. Pour nos 130 ans, nous avons voulu faire l'inverse et mettre à l'honneur les syndicalistes du quotidien, qui luttent d'arrache-pied pour le progrès social », note Gilbert Garrel, de l'Institut d'histoire sociale. Surtout, le 23 septembre, la CGT tiendra un meeting à Limoges (Vienne), où s'est déroulé son congrès fondateur en 1895, qui s'accompagnera d'une visite de la ville martyre d'Oradour-sur-Glane. ■

NAIM SAKHI

**V**oilà une proposition de loi dont l'examen promet d'échauffer les esprits à l'Assemblée nationale. Après son adoption par le Sénat en octobre dernier et son passage en commission au début de ce mois de juin, la proposition de loi du sénateur « Les Républicains » Daniel Gremillet sera débattue dès ce lundi 16 juin en séance publique au Palais-Bourbon. Ce texte, « Programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie », entend répondre à une carence réglementaire, alors que le secteur de l'énergie dérive sans texte-cadre pour fixer ses grandes orientations pour les années à venir. Mais la proposition de loi, tant sur le fond que sur la forme, peine à convaincre.

En premier lieu, ce sont la temporalité et les ambitions du texte qui posent question. Alors que le gouvernement tarde la publication de sa programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) depuis des mois, manquant à ses obligations légales, la loi Gremillet a pour objectif affiché de répondre à ces carences. « Sans loi de programmation énergie climat depuis 2019 qui puisse être déclinée en PPE, alors que c'est une obligation, on se retrouve à faire tout à l'envers. Le gouvernement refuse de donner son opinion sur les trajectoires et grands enjeux énergétiques », s'indigne le député communiste Julien Brugerolles. Puisque les débats sur l'avenir énergétique du pays s'adossent à une proposition de loi et non à un projet gouvernemental, les discussions seront de plus privées d'étude d'impact. « Ne pas pouvoir auditionner tous les acteurs du secteur sur un sujet si déterminant est scandaleux », ajoute l'élu du Puy-de-Dôme.

Le fond de la proposition de loi interroge tout autant les experts du secteur de l'énergie. Le texte entend dessiner les contours du mix énergétique de la France, faisant la part belle au nucléaire. La proposition de loi adoptée par le Sénat prévoit ainsi le déploiement de 27 gigawatts de nouvelles capacités installées de production d'électricité d'origine nucléaire, notamment grâce au déploiement total de 14 EPR. Mais, en

négligeant les énergies renouvelables, photovoltaïque et éolien en tête, dont la part dans le mix électrique a été revue à la baisse. « Il faut en effet relancer le nucléaire pour reconstruire le tissu industriel perdu, et pour des questions d'émancipation par rapport aux énergies fossiles. Il ne faut toutefois pas opposer la question du nucléaire à celle du renouvelable, mais acter des taux de pénétration raisonnables pour ces dernières, qui sont aujourd'hui très subventionnées et peu pilotes », réagit Virginie Neumayer, membre de la direction confédérale de la CGT chargée des questions industrielles.

#### DES DÉBATS HOULEUX EN VUE

Là encore, pourtant, les choses n'ont pas été faites dans le bon ordre, regrette le député PCF Julien Brugerolles, favorable à un équilibre entre les énergies nucléaires

et renouvelables. « Le texte ne fixe pas de prospective du niveau de consommation d'énergie future dont devrait découler la PPE. Or, si on ne sait pas si nous consommerons 1600, 1400 ou 1200 TWh en 2035, il est compliqué de définir un mix énergétique optimal. On nous demande de légiférer à l'aveugle », commente-t-il. Le profil de la future consommation énergétique de la France est d'autant plus flou que l'électrification

des usages, des transports à l'industrie, prend plus de temps que prévu. « La demande en électricité n'augmente pas aussi vite qu'espéré du fait de l'action du gouvernement, qui par exemple divise par deux les aides à l'électrification des véhicules. Cela conduit à ce qu'on mette le frein sur les énergies renouvelables, qui sont pourtant disponibles, peu chères et qui jouissent d'une industrie européenne et française

dynamique », déplore Bastien Cuq, responsable énergie du Réseau Action Climat.

À la veille de l'ouverture de la séance publique et alors que les commissions ont mis un coup de pied dans les fourmilières – en supprimant l'article 3 dédié à la relance du nucléaire ou en renationalisant EDF –, l'examen du texte promet ainsi surprises et débats houleux. À la demande de la France insoumise, les débats autour du texte devraient durer quarante heures, jusqu'à vendredi. Mais ceux-ci pourraient s'avérer vains : quelques jours après avoir signé un contrat de filière nucléaire pour la période 2025-2028, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, Marc Ferracci, a assuré à la Tribune dimanche que le gouvernement s'était « engagé à publier par décret idéalement avant la rentrée » sa programmation pluriannuelle de l'énergie. Soit avant la fin des travaux parlementaires autour de la loi Gremillet, qui pourraient ainsi être rendus caducs avant même leur terme. ■

MARIE TOULGOAT

# Un texte sans boussole pour l'avenir énergétique

**LÉGISLATION** Sans étude d'impact ni anticipation du niveau de consommation d'électricité des prochaines années, la proposition de loi Gremillet, qui prévoit un développement majeur du nucléaire, peine à convaincre les acteurs du secteur.

**« On ne sait pas si nous consommerons 1600 ou 1200 TWh en 2035. »**

JULIEN BRUGEROLLES,  
DÉPUTÉ PCF

**URGENCE  
pour  
l'Humanité**



**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ  
EN VERSANT**

€

NOM / PRÉNOM

E-MAIL

TÉL.

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope,  
5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

**OU JE FAIS UN  
DON EN LIGNE !**



#### DÉFISCALISATION

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € :  
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus :  
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

## REPORTAGES



Samedi 14 juin à Los Angeles, ROBYN BECK/AFP

# D'est en ouest, l'Amérique réunie contre le « roi » Trump

**ÉTATS-UNIS** Les manifestations organisées dans 50 États pour dénoncer la militarisation de la démocratie et le pouvoir personnel du président nationaliste ont rencontré un énorme succès.

Los Angeles, Washington D.C. (États-Unis), correspondances particulières.

« **N**o Kings ». Samedi 14 juin, l'attachement à la République s'est marié avec l'opposition à Donald Trump pour une journée « sans rois ». Alors que le président américain s'offrait pour son anniversaire, sous prétexte de célébrer les 250 ans d'existence de l'armée, un défilé militaire, des millions de personnes ont manifesté dans 2 000 villes représentant les 50 États, soit la plus imposante démonstration de force depuis le retour à la Maison-Blanche du nationaliste xénophobe. C'est évidemment à Los Angeles, ville prise pour cible par Donald Trump, que le défilé avait le plus de sens. Et si la capitale, Washington, ne figurait pas sur la carte très dense des manifestations, des vétérans et syndicalistes avaient mené une action vendredi soir pour dénoncer l'utilisation de l'armée à des fins politiques.

## À Los Angeles, une semaine de tensions

Sur la pelouse fatiguée de Grand Park, face à la mairie Art déco de Los Angeles, une manifestante brandit une guillotine en carton. Après tout, le thème de la manifestation est « No Kings » (pas de rois). Ce 14 juin au matin, ils étaient environ 30 000 rassemblés à Downtown, le centre de la cité des Anges, pour dénoncer une dérive autoritaire de Donald Trump.

Dans le cortège, Jésus, la statue de la Liberté, un soldat de la guerre de Sécession, une piñata Trump ou un énorme ballon gonflable représentant le président américain en nourrisson potelé – un incontournable depuis 2017. « Big

*fat baby !* » s'amuse la foule. L'énergie positive de cette matinée ensoleillée contraste avec l'ambiance maussade des derniers jours.

« *C'en'est pas mon président*, insiste Bridget. *Il s'offre une fête d'anniversaire avec une parade militaire, et nous, on lui fait face, fièrement, en démocratie, pour dire que nous ne croyons pas au roi* », ajoute-t-elle pendant que des enceintessort *El Rey* (« le roi »), classique de la musique mexicaine sur un homme quise croit roi, « *sans trône, ni reine* ».

Le thème de No Kings est national. Ici, dans le sud de la Californie, après une semaine à défiler contre les raids de la police de l'immigration (ICE), un sujet domine les chants, les pancartes et les graffitis sur les murs du centre-ville : « ICE out of L.A.! » (ICE dehors!), ou une variante moins polie en anglais et en espagnol (Chinga tu migra!). À l'ombre d'un des rares arbres du parc, Armando, visage caché derrière un bandana, pointe l'hypocrisie du discours de Donald Trump sur les immigrés. « *Il dit qu'on est les pires des pires mais où ont lieu les raids ? Sur nos lieux de travail ! Alors on est quoi ? Des criminels ou des travailleurs ?* » demande le jeune homme.

Vince, lui, a du mal à ne pas hurler. « *C'est un criminel raciste ! Il dit qu'il veut se débarrasser des criminels. Eh ben, qu'il commence avec lui et s'expulse lui-même. Et après, on expulsera des gens* », plaide-t-il.

La colère est l'un des sentiments du moment à L.A. La peur en est un autre. Toute la semaine, dans les manifestations à Downtown – beaucoup moins massives que samedi –, de jeunes gens ont défilé avec un message similaire. Eux peuvent manifester. Pas leurs parents, sans papiers et inquiets.

Vendredi soir, Ernesto, fils d'immigrés mexicains arrivés illégalement et régularisés depuis, marchait avec un petit groupe sur Spring Street, les drapeaux mexicain et

américain à la main. « *Trump a promis de se débarrasser des gens problématiques et, au final, il s'attaque à la classe ouvrière. Ça n'a pas de sens. Ces gens maintiennent notre pays en état de marche. Je porte les deux drapeaux pour représenter tous ces parents qui ont traversé la frontière, pour être la voix de ceux qui ne peuvent pas parler aujourd'hui* », clame le jeune Américain.

L'ICE, pas refroidie par les manifestations, continue de frapper un peu partout. Près des écoles, des églises, des salles de concerts, dans les champs. Même si Trump a suggéré jeudi que les ouvriers agricoles ou les employés de l'industrie hôtelière pourraient bénéficier d'un traitement de faveur. Un écart avec sa rhétorique habituelle faisant de chaque personne présente illégalement aux États-Unis un criminel de fait.

Des résidents légaux et même des citoyens, la peau un peu plus foncée que d'autres, s'interrogent à force de lire les histoires rapportées dans la presse et sur les réseaux sociaux de personnes enlevées par l'ICE sans ménagement. Faut-il effacer certains messages de mon téléphone avant de passer la douane ? Faut-il éviter la cérémonie de remise de diplôme de mon enfant ? Des préoccupations plus cavalières mais qui illustrent l'étendue de la psychose.

« *La réalité, c'est que l'administration Trump a décidé d'utiliser les militaires pour occuper Los Angeles* », affirme Felipe Caceres, du syndicat SEIU 721. Il fait référence au déploiement de 4 000 membres de la garde nationale et 700 marines dans la ville, sans l'aval des autorités locales. La présence de militaires dans une ville décrite par Trump et ses alliés, avec

**« Que ce criminel raciste s'expulse lui-même ! »**

UN MANIFESTANT



un sens certain de l'exagération, comme à feu et à sang ajoute au climat tendu. « Notre communauté a peur évidemment. Mais nous allons continuer à nous organiser et nous entamons un été de résistance pour combattre cette peur », annonce-t-il.

Samedi, l'après-midi s'est terminé dans l'odeur des lacrymos utilisés pour disperser les manifestants à l'approche du couvre-feu. Les sirènes des voitures de police ont ensuite rythmé le début de soirée. Le schéma

habituel depuis mardi, premier jour du couvre-feu décreté par la maire démocrate, Karen Bass, face aux sacages en centre-ville.

### À Washington, la rébellion des vétérans

La veille, de l'autre côté du pays, dans la capitale, tout s'accélère. Des dizaines de vétérans passent par-dessus les barrières de sécurité qui entourent le Capitole. Des hommes et des femmes courent jusqu'aux marches qui descendent devant le dôme blanc. Une banderole est déployée. « Pas de militaires dans nos rues ! » scandent les anciens combattants. Quelques dizaines de minutes plus tard, tous seront arrêtés et emmenés dans des bus de police.

La scène se déroule le vendredi 13 juin, une journée avant la grande parade militaire organisée à Washington et coïncidant avec l'anniversaire de Donald Trump – sur le site des festivités officielles, il est notamment question d'« hommage » à plusieurs générations de soldats américains. Ils ne l'entendent pourtant pas tous de cette oreille. « Le gouvernement organise une parade à 45 millions de dollars en prétendant qu'il prend en compte les vétérans. Et en même temps, il coupe dans nos droits. C'est exaspérant ! » fulmine auprès de l'Humanité, un peu avant le lancement de l'action, Brittany Ramos DeBarros. Ancienne capitaine de l'armée, mobilisée en Afghanistan, la jeune femme de 36 ans est aujourd'hui directrice en charge de l'organisation de l'association About Face, qui regroupe environ 2000 anciens combattants des guerres antiterroristes américaines et milite « pour mettre fin à une politique étrangère de guerre permanente ». Aux côtés de Veterans for Peace, qui rassemble quant à elle environ 3000 vétérans plus anciens – notamment ceux de la guerre du Vietnam –, les deux organisations sont à la manœuvre de l'action du 13 juin.

Tout commence un peu après 18 heures. Il fait encore très chaud sur le parvis minéral de la Cour suprême des États-Unis. L'orage menace. Une grosse centaine d'anciens combattants sont présents, ainsi que des militants venus en soutien, notamment des membres d'associations locales et de DSA (Democratic Socialists of America), une organisation politique qui promeut un socialisme démocratique. Les vétérans s'alignent dos au bâtiment de la haute juridiction – dont la façade est en travaux –, déplient leur banderole, lèvent leurs pancartes. Sous les chasubles militaires, certains arborent un tee-shirt blanc sur lequel est imprimé en lettres rouges capitales « Veterans against fascism ».

Plusieurs prennent la parole – le sentiment de trahison, après s'être engagé pour défendre des valeurs

démocratiques et avoir réalisé qu'il n'en était rien, revient à plusieurs reprises. Michael McPhearson, 61 ans, directeur de Veterans for Peace, raconte comment il a grandi entouré de soldats, avant de s'engager lui-même et de servir pendant la guerre du Golfe. Il évoque les symptômes de stress post-traumatique de son beau-père, mobilisé au Vietnam, et de son fils, qui a servi en Irak. « Je me sens trahi parce que cette parade est une perte d'argent qui pourrait être mieux utilisée, pour garantir des soins adéquats aux vétérans », dénonce-t-il.

Les récentes coupes dans l'administration américaine n'ont en effet pas épargné le ministère des Anciens Combattants (Veterans Affairs). En charge des services aux vétérans – dont leur santé, leurs indemnités ou leur retraite –, ce ministère gère également un système de soins comprenant 1380 établissements de santé dédiés. En mars, une note de service fuitait dans un média spécialisé : 80 000 suppressions de poste seraient envisagées au sein d'un ministère employant 480 000 personnes au total. L'information est confirmée

### « Sa parade militaire est une perte d'argent. »

MICHAEL MCPHEARSON, VÉTÉRAN

par la suite par le ministre Doug Collins, qui défend « un objectif, mais pas un plan établi ». Publié début juin, le projet de document budgétaire prévoit pour le moment 3 000 postes en moins pour 2026. En attendant le passage du texte devant le Congrès, les vétérans montent au créneau – le 6 juin, à l'occasion de l'événement Unite for Veterans, ils étaient plus d'un millier à s'être rassemblés en protestation sur les pelouses du Capitole.

Le déploiement de la garde nationale et des marines à Los Angeles pour réprimer les manifestations a mis de l'huile sur le feu. « Vous savez, je suis un ancien marine. Les marines ne sont pas entraînés pour encadrer pacifiquement des manifestations. Les marines sont entraînés pour combattre et pour tuer. Les déployer à Los Angeles est incroyablement irresponsable », confie, en marge de l'action du 13 juin, Lyle Rubin, 42 ans, mobilisé en 2011 en Afghanistan et auteur d'un livre sur ses désillusions de soldat (1). Pour Brittany Ramos DeBarros, la solution est on ne peut plus claire : « Il faut qu'à Los Angeles, à Washington, et en Palestine, l'armée quitte nos rues. » ■

EVA THIÉBAUD ET LOÏC PIALAT

(1) *Pain Is Weakness Leaving the Body. A Marine's Unbecoming* (« La douleur est la faiblesse qui quitte le corps. La déchéance d'un marin »), de Lyle Rubin, Bold Type Books, 2022.



Vendredi 13 juin  
à Washington,  
devant la Cour  
suprême  
des États-Unis.  
EVA THIÉBAUD

### VIOLENCE POLITIQUE ASSASSINAT D'UNE ÉLUE DÉMOCRATE

Le meurtre a eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi, à Champlin, sur la rive du Mississippi, au nord du Minnesota. Après une première attaque à l'encontre du sénateur démocrate de l'État, John Hoffman, blessé par balles ainsi que son épouse, le tueur s'en est pris à une autre élue démocrate du Minnesota, Melissa Hortman. Ex-présidente de la Chambre des représentants de l'État, elle a été retrouvée tuée par balles chez elle, ainsi que son mari. La police est arrivée sur les lieux vers 3 h 30 du matin : le tueur, Vance Luther Boelter, a alors ouvert le feu et s'est enfui à pied, déclenchant une chasse à l'homme, qui à l'heure où nous écrivons ces lignes se poursuit. Dans le véhicule de l'assaillant ont été retrouvés des tracts avec le nom des manifestations anti-Trump, et un manifeste comportant la liste de défenseurs du droit à l'avortement, médecins, élus ou employés du planning familial. Le gouverneur de l'État, Tim Walz, qui a condamné un « assassinat politiquement motivé », était le colistier de Kamala Harris lors de la dernière présidentielle.

# « On entre dans un autre monde »

**FOOTBALL** Pour relancer son Mondial des clubs qui n'a jamais vraiment décollé, la Fifa mise sur une nouvelle formule dotée d'un pactole de 1 milliard d'euros pour séduire les participants dans un contexte de calendrier surchargé. Le point sur les enjeux financiers et stratégiques avec **Luc Arrondel**, chercheur au CNRS en économie du sport.



ENTRETIEN

**L**ongtemps disputée chaque année en décembre dans un quasi-anonymat entre 7 pays sur dix jours, la Coupe du monde des clubs de la Fifa entre dans une nouvelle dimension avec une formule quadriennale à 32 clubs. Dans un contexte de grogne des joueurs et des ligues, la fédération internationale a mis un point d'honneur à l'installer, du 14 juin au 13 juillet, aux États-Unis, dans un calendrier surchargé. L'économiste Luc Arrondel décrypte les enjeux de cette épreuve.

**Pour lancer ce nouveau Mondial des clubs, la Fifa a mis le paquet en termes financiers avec une dotation de 1 milliard d'euros pour les clubs. Qu'est-ce que ça révèle ?**

La Fifa a décidé de créer une véritable compétition à l'image de l'évolution de la Ligue des champions (Cl). Pour ce Mondial, c'est un peu le même principe, elle a élargi le cercle des élus et au lieu de durer dix jours, comme avant, la compétition s'étend sur un mois. Il faut reconnaître à la Fifa le fait qu'elle a très bien vendu son tournoi. Si on regarde ses comptes prévisionnels, elle annonce 1 milliard de dollars de droits télé et 500 millions pour les droits marketing, auxquels s'ajoutent 500 millions pour l'hospitalité et la billetterie, soit un budget de 2 milliards de dollars. En comparaison, le budget de la Coupe du monde des nations 2026, c'est 3,8 milliards de dollars pour une compétition bien plus prestigieuse et bientôt centenaire en 2030. C'est donc considérable.

**En décembre, la dotation de la dernière édition du Mondial des clubs, à 7 équipes et remportée par le Real Madrid, était de seulement 15 millions d'euros. Cette nouvelle dotation, est-ce un peu la carotte pour appâter les clubs dans un contexte de calendrier surchargé ?**

C'est clair qu'il y a une incitation financière. Le Real Madrid est à 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel, donc gagner jusqu'à 115 millions, ça représente 10 %, ce n'est pas rien. Pour le PSG, qui est à 800 millions, c'est encore plus... Mais à partir du moment où la Fifa parvient à récupérer 1 milliard rien qu'en droits télé, c'est normal de redistribuer autant et puis on passe de 7 à 32 clubs. La Ligue des champions, c'est 2,5 milliards redistribués mais on est sur neuf mois et 36 équipes. En la remportant, le PSG a touché 148 millions d'euros avec tous les bonus versés par l'UEFA. Là, on n'en est pas loin mais sur quatre semaines... On entre dans un autre monde.

**Sauf que l'intérêt sportif n'est pas exactement le même avec des règles de qualification curieuses, des invitations, et des clubs aux niveaux très disparates...**

Il sera tout de même intéressant de découvrir des équipes que l'on n'a pas l'habitude de voir s'affronter. Après, est-ce que ça va avoir du succès ? Nous, nous voyons ça avec nos yeux d'Européens, car la Ligue des champions est sans doute la compétition la plus suivie en Europe et dans le monde... Apparemment, la billetterie des stades ne connaît pas un succès fou. Les organisateurs ont revu complètement à la baisse leur politique tarifaire. Ils font

du pricing dynamique, c'est-à-dire que les prix des billets évoluent en fonction de la demande, et comme elle est assez faible, les tarifs ont beaucoup baissé. Cela peut peut-être s'expliquer par l'absence de 2 des 3 clubs les plus suivis dans le monde sur les réseaux sociaux que sont, dans l'ordre, derrière le Real Madrid, Barcelone et Manchester United.

**Le PSG est le 4<sup>e</sup> club le plus suivi. Ce Mondial est aussi un moyen pour Paris de conquérir le marché américain. On comprend pourquoi son président, Nasser Al Khelaïfi, qui dirige**

**aussi l'Association des clubs européens, a tant milité pour que cette compétition ait lieu...**

Le Paris Saint-Germain a déjà une certaine notoriété aux États-Unis avec des boutiques à New York, Las Vegas et Miami. Le PSG y a ouvert 7 académies qui forment des joueurs et depuis de nombreuses années un partenariat avec la marque de Michael Jordan, filiale de Nike, qu'on peut voir sur le maillot. L'un des objectifs du PSG via ce Mondial des clubs, c'est bien sûr de conquérir le marché américain, qui est en devenir. Les revenus des droits TV du soccer et les valorisations des franchises (clubs) de MLS (Major League Soccer, le championnat américain) sont en pleine croissance. En outre, Qatar Sports Investments, détenteur du PSG, a cédé 12,5 % de son capital en décembre 2023 au fonds d'investissement américain Arctos contre 531 millions d'euros. Avec ce nouvel actionnaire, le PSG souhaite notamment augmenter sa visibilité aux États-Unis à l'approche de la Coupe du monde qui y aura lieu l'an prochain.

**En parallèle de la dotation, la Fifa a annoncé un programme de solidarité de 232 millions d'euros pour « le football de clubs à travers le monde ». Avec 115 millions d'euros, le vainqueur pourrait toucher la moitié de ce programme de solidarité...**

C'est étonnant que la Fifa ait choisi de communiquer là-dessus en sachant qu'il y avait une telle disproportion entre les deux... Après, c'est de la politique : soit vous redistribuez, soit vous voulez attirer les meilleurs clubs. Pour la Coupe du monde des nations, la question ne se pose pas puisque les joueurs jouent sans être rémunérés d'une certaine manière étant donné que ce sont les fédérations qui perçoivent la dotation et que les joueurs reversent en général leurs primes à des associations. Là, étant donné qu'ils jouent pour leur club, les joueurs sont rémunérés et en plus ils toucheront certainement des primes.

**Le 5 juin, la Fifa a officialisé, aux côtés de Coca-Cola ou Bank of America, l'arrivée du fonds souverain saoudien**



**LUC ARRONDEL**  
Chercheur au CNRS en économie du sport



Au centre, Lionel Messi (Inter Miami) lors du match d'ouverture contre l'équipe égyptienne Al Ahly (0-0) au Mondial des clubs, le 14 juin à Miami (États-Unis).  
GETTY IMAGES/AFP

comme partenaire majeur de ce Mondial des clubs. Que révèle ce nouveau type de partenariat assez éloigné des sponsors habituels ?

Cela traduit un peu l'évolution du foot ces dernières années. On voit bien avec l'arrivée des fonds souverains qui investissent dans les clubs (PSG, Manchester City, Newcastle...), mais pas encore dans les ligues, les problèmes que ça pose entre les clubs. Quand vous avez un fonds souverain derrière vous, c'est quand même plus facile...

En se développant sur le segment du football de clubs, n'y a-t-il pas une visée stratégique de la Fifa de venir concurrencer les confédérations et en particulier l'UEFA ?

Oui, je pense. Ce Mondial est un peu répliqué sur la C1, on ne va pas se leurrer. C'est une sorte de Ligue des champions mondiale avec les réserves sur le processus de sélection des équipes participantes. On voit bien que c'est un peu pour la concurrencer. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS GUILLERMIN

**À quoi sert une élection réduite à un unique bulletin à glisser dans l'urne ?** Voilà une interrogation que l'on n'ira pas soumettre à feu Zine El Abidine Ben Ali, ex-président de la Tunisie, fervent adepte des scores dépassant les 99 %. La question se pose cependant à propos de la future incarnation du Comité national olympique et sportif français (Cnosf) qui n'a plus qu'une seule candidate : Amélie Oudéa-Castera. L'ex-ministre des sports (2022-2024), dont le CV en ligne sur le site du Cnosf s'abstient d'indiquer sa pige d'un petit mois à l'éducation nationale avec la polémique que l'on connaît, est désormais la dernière à se présenter à la présidentielle du 19 juin. Son concurrent, Didier Seminet, s'est retiré il y a dix jours, criant à « l'inéquité » des forces en présence, voire au conflit d'intérêts, ce qu'ont aussi souligné Denis Masségla, ancien président du Cnosf, et André Leclerc, vice-président d'honneur, dans une lettre adressée aux membres de l'assemblée générale de l'instance. Peut-on croire à l'indépendance du milieu fédéral sportif si la présidente du Cnosf siégeait au gouvernement il y a moins d'un an ? La question se pose.

## LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI

JOURNALISTE  
INDÉPENDANTE



## Une élection pour rien ?

**En 2021, lors de la précédente élection, ils et elles étaient quatre candidat·es** (E. Bonnet-Oulaldj, B. Henriques, P. Martin et T. Rey) à avoir tenté le coup et leurs nombreuses divergences de points de vue avaient nourri un plus riche échange sur l'impact du Cnosf dans le pays, et du sport en général. Pas cette fois-ci, alors que le contexte post-Paris 2024, pré-Alpes 2030, avec une baisse drastique

du budget, le nécessite pourtant. Alors, l'unique suspense autour des élections de jeudi repose sur la composition du conseil d'administration, avec 50 sièges pour 71 candidat·es. Si un grand oral est de rigueur pour la présidence, afin de se faire élire au CA, il s'agit plutôt de couloir pour convaincre, un procédé avantageant ceux déjà en place, avec un fort réseau.

**Parmi les candidat·es, Yohan Penel, autrefois à la tête de la fédé de badminton,** se présente avec l'espoir d'éclaircir le rôle du Cnosf, potentiel unificateur des multiples acteurs du sport en France. « Si le sport est uniquement lié aux émotions des grandes compétitions, on voit ce qu'il se passe ensuite sur le budget », glisse-t-il. Le besoin de politiser le débat est prégnant. Une chose est certaine à propos du CA : il ne sera pas paritaire. Quand il n'y a pas d'obligation, la présence des dirigeantes n'est pas souhaitée. L'ancienne athlète Ayodélé Ikuesan, aujourd'hui adjointe dans le 18<sup>e</sup> arrondissement à Paris, candidate pour « rapprocher les instances et le haut niveau », milite pour « un sport plus inclusif, plus à l'image de la France ». On en est encore loin. ■

## Ferrari réalise un triplé

**AUTOMOBILE** Après ses succès en 2023 et 2024, Ferrari s'est imposé, dimanche, aux 24 Heures du Mans. Au volant de la Ferrari 499P semi-privee n°83 de l'écurie AF Corse, le Polonais Robert Kubica a franchi en tête la ligne d'arrivée. Ye Yifei, le coéquipier de Kubica et du Britannique Phil Hanson, devient le premier Chinois à s'imposer dans la plus prestigieuse course d'endurance au monde. La voiture n'étant pas engagée par Ferrari, mais par AF Corse, les points ne sont pas crédités au constructeur pour le championnat du monde. Le prototype rouge a devancé la Porsche 963 n°6 (Estre-Vanthoor-Campbell) et la Ferrari n°51 (Pier Guidi-Calado-Giovinazzi). La première Hypercar française, l'Alpine n°35 (Chatin-Habsburg-Milesi), a fini en 10<sup>e</sup> position. ■ N. G.

## Romain Bardet honoré

**CYCLISME** Le peloton a rendu hommage, dimanche, à Romain Bardet avec une haie d'honneur, vélos dressés, au départ de la 8<sup>e</sup> et dernière étape du Critérium du Dauphiné à Val-d'Arc (Savoie), pour l'ultime course de sa carrière. Tous les coureurs ont fait tourner leur roue avant au passage du grimpeur, qui a retrouvé son fils Angus sur la ligne. Figure emblématique du cyclisme français et mondial, 2<sup>e</sup> du Tour 2016 et 3<sup>e</sup> en 2017, l'Auvergnat se retire à 34 ans. Au terme de l'étape, gagnée par le Français Lenny Martinez sur le plateau du Mont-Cenis, Tadej Pogacar a remporté son premier Critérium. Vainqueur de trois étapes, le Slovène a survolé la course et s'impose au général avec 59 secondes d'avance sur le Danois Jonas Vingegaard, à trois semaines du Tour. ■ N. G.



*Every-Body-Knows-What-Tomorrow-Brings-and-We-All-Know-What-Happened-Yesterday,*  
du chorégraphe et interprète Mohamed Toukabri.

STEF STESEL

# Vingt ans au carrefour du monde

**FESTIVAL** Tête chercheuse, notamment des théâtres du Maghreb et du Proche-Orient, l'événement marseillais des Rencontres à l'échelle a fêté sa 20<sup>e</sup> édition entouré d'artistes fidèles.

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial.

**C**omment se faire entendre par-delà les barrières linguistiques et culturelles ? Sous le soleil marseillais, la vingtième édition des Rencontres à l'échelle semble plus que jamais traversée par cette interrogation. D'abord parce que l'anniversaire fêté par ce festival ouvert sur le monde et les échanges transnationaux donne l'occasion de revenir sur les questions qui l'ont guidé depuis ses débuts. Mais aussi parce qu'à quelques jours et kilomètres d'écart,

le Festival d'Avignon s'apprête à dédier son édition 2025 à la langue arabe, charriant son lot de questions sur la façon dont on fait entendre, ou non, les mots des artistes du monde arabe sur les scènes françaises.

Depuis deux décennies, les Rencontres à l'échelle se sont imposées en France comme un passeur incontournable de gestes venus du Maghreb et du Proche-Orient, misant sur un dialogue, un accueil et un accompagnement au long cours avec les artistes. Ce n'est donc pas un hasard si, cette année, deux spectacles attendus dans le avignonnais y faisaient d'abord un passage pour leur première française. Dès les premières secondes d'*Every-Body-Knows-What-Tomorrow-Brings-and-We-All-Know-What-Happened-Yesterday*, le jeune chorégraphe et interprète belgo-tunisien Mohamed Toukabri fait résonner la voix de la dramaturge et metteuse en scène

tunisienne Essia Jaïbi, laquelle pondère, en arabe, tout ce qui se perd dans une traduction. Au-devant, le danseur mélange les grammaires chorégraphiques. Entre le hip-hop et la danse classique, dans les intervalles, son corps tente d'échapper aux assignations, ou d'osciller entre elles, non sans grâce.

Également programmé à Avignon, Ali Chahrour, figure de proue de la scène chorégraphique libanaise et fidèle de longue date du festival marseillais, venait présenter *When I Saw the Sea* le temps d'un soir au Théâtre Joliette. Sur scène, trois femmes qui ont souffert du système ka-

**« Il ne faut pas enfermer les artistes dans des assignations. »**

JULIE KRETZSCHMAR,  
FONDATRICE  
DES RENCONTRES À L'ÉCHELLE

fala, qui, au Liban, réduit à l'esclavage des migrantes venues souvent d'Afrique subsaharienne. Lorsque le témoignage menace de les circonscrire à leur position de victimes, Ali Chahrour donne à la chorégraphie le pouvoir d'arracher les corps à leurs déterminismes. Et ces femmes sorties des griffes d'un système qui les a dépossédées d'elles-mêmes trouvent une souveraineté d'interprètes transformatrice et bouleversante. Le problème du dire traverse aussi, sur un mode plus joueur, *Who Killed Youssef Beidas ?*, de Chrystèle Khodr, une autre artiste complice programmée pour cette édition anniversaire, aux côtés d'Ahmed El Attar et de Gurshad Shaheman. Dans cette pièce de théâtre interactif comme la Syrie en a vu fleurir depuis les années 2000, l'autrice, en voix off, tente une métaphore banquière pour faire entendre son besoin éperdu d'aimer et d'être aimée, et essaie ainsi d'en rationaliser les risques et les bénéfices.

#### EMBRASSER L'ALTÉRITÉ

« Il y a toujours une dramaturgie de festival, avec des échos, des clés de compréhension ou au contraire des écarts d'un spectacle à l'autre. Il ne faut pas enfermer les artistes dans des assignations », défend Julie Kretzschmar, la fondatrice des Rencontres à l'échelle. Nommée commissaire générale de la Saison Méditerranée 2026, elle passe désormais les clés du festival à Fabienne Aulagnier. La présentation à la Friche de *Déplace*, pièce drôle mais inquiète qu'elle signe à quatre mains avec Lenaïg Le Touze, rappelle, sous la forme d'un itinéraire anthropologique mené entre les Comores, les Antilles et la France, la même préoccupation qui guide le festival : savoir d'où l'on se situe pour embrasser l'altérité.

« Depuis que je fais ce métier, j'ai la conviction empirique qu'un monde, une société ou un groupe n'avance, ne se répare et ne se transforme que par sa capacité à produire des récits et à y adhérer », se souvient cette programmatrice engagée lorsqu'on lui demande si le théâtre peut quelque chose face aux horreurs qui ont lieu dehors. « Non seulement le spectacle vivant est avant tout un art du récit, mais il n'existe qu'en étant mis à l'épreuve d'une communauté de spectateurs. Il y a des spectacles qui ont des effets réels sur la vie des gens qui les regardent et qui les font. » C'est ce que racontent les danseuses d'Ali Chahrour, dont le spectacle commence dans le vacarme des bombes israéliennes à Beyrouth. C'est aussi ce que raconte le très beau spectacle de Mila Turajlic *Faire parler les archives des non-alignés*. Face à des images oubliées de la Yougoslavie de Tito retrouvées dans un sous-sol de Belgrade, la réalisatrice serbe y raconte la construction des communautés politiques à travers des actes de performance partagés. Et le théâtre de se nouer ainsi au monde. ■

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

Les Rencontres à l'échelle se sont tenues du 2 au 14 juin à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Every-Body-Knows-What-Tomorrow-Brings-and-  
We-All-Know-What-Happened-Yesterday et *When I Saw the Sea* seront présentés en juillet au Festival d'Avignon.

# À Marseille, la danse en tous ses éclats

**FESTIVAL** Un faune barbu qui joue des castagnettes, des fantômes en rotation, *la Mère de Bertolt Brecht ressuscitée à la Belle de Mai*, autant d'heureuses surprises dans une manifestation de trente ans d'âge sans poussière.

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyée spéciale.

bondissante. Loin de Nijinski de profil, Jimenez invente une autre grammaire.

#### OMBRES ET LUMIÈRES

Dans *l'Onde* (2021), Nacera Belaza (née en Algérie, elle vit en France depuis ses 5 ans) plongeait ses interprètes dans l'obscurité, n'en laissant voir que le cou et les mains. Pour *la Nuée*, ils sont dix en tenue noire dans la pénombre. Ils s'imposent une lancinante rotation du bassin et des épaules. Ils tournent bientôt à vive allure, formant un grand cercle de vitesse où l'on distingue à peine les visages et les corps, formant ainsi une cohorte de fantômes s'effaçant en fond de scène pour mieux revenir. Des sonorités de tambours et des cris jaillissent de cette muraille de nuit où la lumière s'éteint, puis se rallume. Nacera Belaza a eu l'idée de *la Nuée* en 2022, dans le Minnesota (États-Unis), lors d'un pow-wow, rassemblement en pleine nature de centaines de personnes autour d'un cercle gigantesque. Outre la rotation, on note, au milieu de bonds successifs, un haussement du col discret comme la respiration. Le geste tend vers le haut. Le groupe se resserre autour du rythme vertical, tandis

qu'un corps dissident, brûlant ses réserves, retourne au mouvement rotatif. Les visions hallucinées de Nacera Belaza font une trouée de mouvement dans l'abîme du temps.

Avec *Mère(s)*, d'après la pièce de Bertolt Brecht (1898-1956), inspirée du roman de Maxime Gorki, l'*Organon Art Cie* implantée à Marseille, animée par Valérie Trebor et Fabien-Aïssa Busetta, propose un vrai théâtre d'agit-prop avec les habitants du quartier de la Belle de Mai. Ils sont 80 sur scène, de 5 à 74 ans, dont une trentaine de musiciens dirigés par Vincent Beer-Demander, Aurélien Desclozeaux étant en charge des parties dansées. En près de deux heures, ils tiennent le public en haleine à l'aide de chants, d'une vaste collecte de récits forts et l'énergie belle d'enfants et d'adolescents, afin que s'impose la figure de la mère, trop volontiers dépolitisée, « récupérée, malmenée », qui soudain, comme chez Brecht, s'émancipe. ■

MURIEL STEINMETZ

(1) Jusqu'au 6 juillet.

Rens. : 04 91 99 00 20.

[www.festivaldemarseille.com](http://www.festivaldemarseille.com)



Avec *Mère(s)*, l'*Organon Art Cie* propose un théâtre d'agit-prop avec 80 participants sur scène. SOLène CHARRASSE

**LA CHRONIQUE  
THÉÂTRE DE  
JEAN-PIERRE  
LÉONARDINI**


## Edmond Rostand n'a plus de secrets

**Le 28 décembre 1897, au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, le triomphe accordé à Cyrano de Bergerac** hissait au premier rang du Parnasse d'alors un poète qui n'avait pas 30 ans. Un numéro de la revue *Europe* permet à une pléiade de chercheurs spécialisés, élus par Patrick Besnier et Bertrand Degott, de passer au crible la vie et l'œuvre entier d'Edmond Rostand (1868-1918), né à Marseille, gascon de cœur, surgi ultime du romantisme et adepte obstiné de la rime (1). C'est passionnant, dans la mesure où rien n'est passé sous silence d'une personnalité littéraire, de son vivant déjà, adulée ou farouchement blâmée. Est d'abord cité à comparaître et brillamment analysé un essai de prime jeunesse, dans lequel Rostand, au nom d'une Provence élargie, compare *l'Astrée*, roman pastoral du XVII<sup>e</sup> siècle, au naturalisme de l'Aixois Émile Zola. Dans une étude magistrale, Esther Pinon ausculte le souffle versifié des *Musardines*, recueil paru en 1890, remanié par l'auteur en 1911. Plus loin, Jean-Claude Yon se penche sur le contexte, intellectuel et financier, de la création de *Cyrano*.

**Le théâtre de Rostand est précisément envisagé sous toutes les coutures, depuis un vaudeville, le Coiffeur d'en face** (le texte en est reproduit), jusqu'à l'*Aiglon* (alternativement vu comme étendard de la collaboration ou éloge de la

Résistance), en passant par la *Princesse lointaine*, la *Samaritaine* et bien sûr *Chantecler*, cette toujours stupéfiante féerie de basse-cour, dont Morgan Guyvarc'h ausculte « la poésie de la zoologie » (2). Hélène Laplace-Claverie explore le *Bois sacré* (1908), fantaisie dans le goût néo-classique, où un couple de jeunes automobilistes se voit dépanné par les dieux de l'Olympe.

**Une lettre louangeuse de Jean Richépin adressée à Rostand, une rude critique de Bernard Shaw** sur la *Princesse lointaine* jouée à Londres par Sarah Bernhardt, un texte subtil de Léon Blum sur *Chantecler*, trois lettres inédites de Rostand à Saint-Pol-Roux, des regards acérés portés sur les traducteurs de Rostand en Allemagne et en Russie complètent, entre autres, cet ouvrage à vocation exhaustive. Outre les chroniques habituelles sur la littérature et les arts, la livraison consacre son cahier de création à des poètes de Palestine, choisis et traduits par Kadhim Hassan. Fondée en 1923, la revue *Europe* demeure, en son domaine, un trésor vivant. ■

(1) *Europe*, juin-juillet-août 2025, n° 1154-1155-1156, 380 pages, 22 euros.

(2) En couverture, on découvre une maquette de Christian Lacroix, figurant le coq de *Chantecler*, pour la réalisation de Jean-Luc Tardieu à Nantes, en 1986. J'ai pour ma part souvenir du *Chantecler* mis en scène, en 1994, par Jérôme Savary à Chaillot.



Manolo, sur un lusitanien nerveux, et Camille sur son frison solide et ancré. FRANCESCA TODDE

## Danser l'écoute entre l'humain et l'animal

**THÉÂTRE ÉQUESTRE** Pour les Centaures, l'écrin du site de Sète, face à la mer, offre un décor organique à leur nouvelle création, *Entre chiens et loups*, où chevaux et humains fusionnent dans le geste et l'émotion.

Sète (Hérault), envoyée spéciale.

**O**n se souvient de Camille et Manolo, debout ou à croupé sur leurs montures, à la tête de quatre mille bêtes déferlant comme une vague sur le paysage lors de *TransHumance* pour Marseille-Provence 2013 capitale européenne de la culture. Depuis, et plus de trente ans après la création de leur compagnie, les Centaures ont transformé et réalisé, sur un espace de 8 000 mètres carrés au pied du parc national des Calanques légué par la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) en 2016, ce désir de construire un lieu qui « héberge l'imagination comme une cabane d'enfant, un espace à la fois mythique et réel ». Un lieu unique qu'ils ont construit et habité pour « lier dans l'art le soin entre l'homme et l'animal » et créer des spectacles uniques, d'une beauté à couper le souffle.

### DES FRAGMENTS D'UNE HISTOIRE D'AMOUR ET D'AMITIÉ

Menant des projets en commun ou en solo, le temps et la répétition sont chez eux des éléments clés. On les retrouve ces jours-ci à Sète avec *Entre chiens et loups*, spectacle coproduit notamment avec le Théâtre Molière, que dirige Sandrine Mini, et créé au Théâtre de la Mer Jean-Vilar. Une proposition d'une beauté et d'une intensité rares qui s'est majestueusement déployée sur cette scène unique de plein air de mille quatre cents places face à la Méditerranée. C'est d'abord la voix de gorge et d'âme de Walid Ben Selim, musicien et chanteur marocain, qui traverse les gradins et captive. Puis, sur la piste de 13 mètres de diamètre, la compositrice Agathe Di Piro, élégante et romantique, prend place au piano à queue : une heure durant, sa partition va envelopper les faits et gestes de ses

partenaires. Sur son frison solide et ancré, Camille, dans un premier temps, puis Manolo, sur un lusitanien plus nerveux, nous livreront des fragments d'une histoire d'amour et d'amitié, d'un projet rêvé entre humains et animaux, transcendé par une écriture poétique et dansée qu'ils opposent au chaos du monde contemporain.

Leurs quatre étalons, Sombre, Hélios, Indra, Sahadeva, sont au diapason de leurs cavaliers. « C'est la première fois qu'une création nous échappe à ce point », souligne Camille. Tandis que Manolo précise : « C'est le travail d'écoute et la relation avec les chevaux qui donnent naissance au spectacle, dans une écriture d'improvisation à partir de leurs propositions. » Une relation qui circule entre les deux artistes, se déploie dans leur regard et leur port de bras ouverts l'un vers l'autre et vers le ciel. Tour à tour seul ou ensemble, centaure ou centauresse, avec un, deux, trois ou quatre de leurs compagnons équidés, composent un ballet envoûtant et sensuel où le cheval est un être aimé et choyé mais qu'il faut apprivoiser. Lorsqu'ils se livrent à quelques figures performatives, c'est toujours offert comme une caresse à l'animal dans l'attente du geste qui va suivre et les inspire.

Merveilleusement accompagnée par le chant de Walid, qui fait des incursions dans la poésie de Mahmoud Darwich, cette parabole existentielle permet à tous les protagonistes d'entrer en osmose avec le public. La lumière naturelle du lieu, à la tombée de la nuit, vient se fondre dans celle de la régie de Bertrand Blayo, soulignant l'épure et la puissance de la piste. ■

MARINA DA SILVA

C'était à Sète, au Théâtre de la Mer, les 13 et 14 juin. Du 8 au 19 juillet, pendant le Festival d'Avignon, à Villeneuve en scène. Puis en tournée jusqu'en 2026.

# L'Humanité, une «bouffée d'air»

**MÉDIAS** Lors de son assemblée générale, le 14 juin, la Société des lecteurs et lectrices de l'Humanité a rappelé le rôle central du public dans le soutien à une presse indépendante.

**D**ans le paysage médiatique actuel, *l'Humanité* doit continuer de prospérer. Derrière notre journal, national et indépendant, il n'y a aucun milliardaire pour dicter la ligne éditoriale ou pour combler les déficits comme le font ailleurs Vincent Bolloré, Rodolphe Saadé, Patrick Drahi et Xavier Niel. La bataille pour multiplier le nombre de lecteurs et d'abonnés est centrale pour permettre à ce quotidien de gauche d'exister. Ce projet est celui de la Société des lecteurs et lectrices de *l'Humanité* (S2LH). « Nous avons versé plus de 52 000 euros en deux ans » au journal, appuie Hervé Bramy, président de l'association, réélu à l'unanimité à l'issue de l'assemblée générale le 14 juin.

« Pour maintenir l'activité de la Société des lecteurs, et donc du journal, nous devons impérativement gonfler nos adhésions », clame le président dans l'auditorium du journal. Aujourd'hui, nous comptons 1 500 cotisants, mais il nous en faudrait 2 000 à la fin de l'année. » Ce faible nombre d'adhérents est en partie lié à la crise du coronavirus : avant cette période, la Société des lecteurs comptait 3 600 membres. Créer des comités régionaux pour que les lecteurs puissent davantage se réunir et mettre en place des initiatives est essentiel. À travers ces comités, des débats seront organisés au même titre que des rencontres avec des journalistes et diverses actions de promotion de *l'Humanité*.



« Une bataille idéologique se joue », a insisté Fabien Gay (ici, au micro), directeur du journal, aux côtés d'Hervé Bramy, président de l'association S2LH. SAMIR MAOUACHE POUR *L'UMANITÉ*

Pour que le quotidien vive, garder les lecteurs réguliers est aussi primordial. L'association participe à baisser les prix des abonnements en les compensant financièrement. Lorsqu'une personne ne reçoit pas le journal, elle peut se désabonner. C'est pour cela que la S2LH a demandé à La Poste de mettre en place le numéro gratuit 3631 pour que les lecteurs puissent faire remonter leurs problèmes de distribution. Problème : au bout du fil, c'est une intelligence artificielle qui décroche.

L'association souhaite mettre en place une délégation pour exiger de la direction nationale de La Poste un véritable interlocuteur.

#### L'INFORMATION A UN PRIX

Dans la salle, une jeune femme prend la parole. Elle s'inquiète de la montée en puissance des médias de droite qui râbâchent à longueur de journée que les maux du monde entier sont liés à l'immigration. « S'il n'y avait pas *l'Humanité*, on n'aurait pas de bouffée d'air », explique

celle qui est venue à la suite de l'opération du 1<sup>er</sup> juin 2024 « 120 jeunes à *l'Humanité* », organisée pour les 120 ans du journal.

C'est dans ce contexte que Fabien Gay pense à l'avenir du journal. « Que deviendra-t-il dans dix ans ? » s'interroge le directeur de *l'Humanité*. « Une bataille féroce et idéologique se joue. Les électeurs de gauche ont besoin de notre présence partout et tout le temps », poursuit-il. Voilà pourquoi il faut travailler dans la décennie et penser à vendre *l'Humanité* week-end pour contrer le Journal du dimanche et la Tribune dimanche. Et nous pouvons aussi imaginer une chaîne d'information continue de gauche. »

Grâce au travail de la Société des lecteurs et lectrices, à la qualité rédactionnelle et au développement numérique (site Internet, matinale, vidéo, réseaux sociaux et chaîne Twitch), le journal a stabilisé son chiffre d'affaires et a franchi la barre des 40 000 abonnés. Le journal (et par ricochet son association) joue un rôle fondamental pour les électeurs de gauche puisqu'il offre des informations vérifiées et « permet à chacun de se forger une opinion libre et éclai-

**« Pour maintenir notre activité, nous devons impérativement gonfler nos adhésions. »**

HÉRÈVÉ BRAMY, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION

réé sur le monde qui l'entoure et ainsi participer à sa transformation », comme Jean Jaurès le souhaitait dans son premier éditorial en 1904, rappelle Fabien Gay.

Mais l'information a un prix et l'indépendance vis-à-vis des puissances financières a un coût. « Nous subissons l'augmentation des coûts externes : imprimerie, distribution et poste », révèle le directeur. Dans l'auditorium, certains sont préoccupés par la Fête de *l'Humanité* 2025 : le directeur du journal a annoncé deux jours plus tôt le lancement d'une campagne de dons. « Pour assurer le montage et la tenue de notre événement populaire, nous devons réunir 1 million d'euros avant la fin du mois d'août. C'est un cri d'alerte », poursuit celui qui appelle à la mobilisation générale autour du titre. La campagne de souscription « Urgence pour *l'Humanité* » doit vivre partout : auprès des lectrices et lecteurs certes, mais aussi dans les mobilisations sociales et de solidarité internationale. Le public doit être large. ■

MARGOT BONNÉRY

#### Adhésion 2025 à la S2LH

*l'Humanité* appartient à ses lecteurs : adhérez à la S2LH !



- Je règle ma cotisation 2025 de **20 euros** ou je verse la somme de \_\_\_\_\_ euros.  
 Je souhaite recevoir l'imprimé pour le prélèvement automatique.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Chèque uniquement à l'ordre de la Société des lectrices et lectrices de *l'Humanité*.  
A renvoyer à la Société des lectrices et lectrices de *l'Humanité* à l'aide de l'enveloppe T jointe.  
Pour celles et ceux qui disposent d'un comité dans leur département, nous vous invitons à prendre contact, avant tout règlement, avec les responsables de celui-ci (coordonnées sur notre site Internet).

#### Adhésion 2025 à la S2LH

*l'Humanité* appartient à ses lecteurs : adhérez à la S2LH !



- Je règle ma cotisation 2025 de **20 euros** ou je verse la somme de \_\_\_\_\_ euros.  
 Je souhaite recevoir l'imprimé pour le prélèvement automatique.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

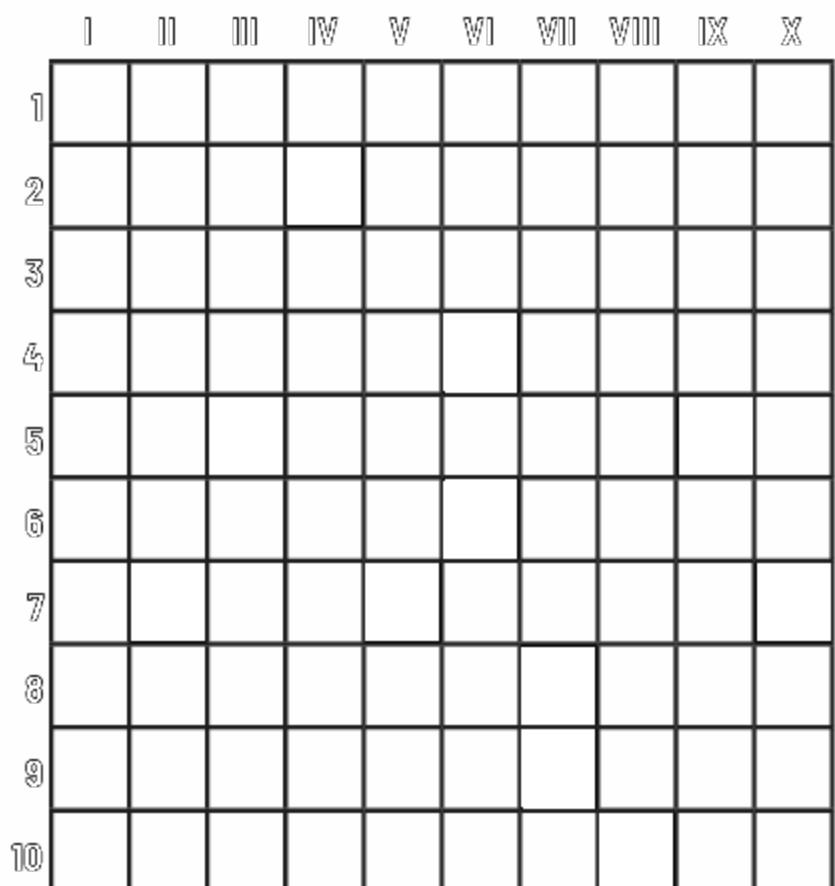
Chèque uniquement à l'ordre de la Société des lectrices et lectrices de *l'Humanité*.  
A renvoyer à la Société des lectrices et lectrices de *l'Humanité* à l'aide de l'enveloppe T jointe.  
Pour celles et ceux qui disposent d'un comité dans leur département, nous vous invitons à prendre contact, avant tout règlement, avec les responsables de celui-ci (coordonnées sur notre site Internet).

**RETRouvez l'Humanité sur Internet**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

➤ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)  
 ➤ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)  
 ➤ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)  
 ➤ [linkedin.com/company/humanite](https://linkedin.com/company/humanite)  
 ➤ Compte lhumanitefr sur Instagram


**MOTS CROISÉS N° 24 213 par Martial Dubois****HORIZONTALEMENT**

1. Cri aigu de certains oiseaux. 2. Saint curé. Trouble de la coordination des mouvements. 3. Dont les piqûres produisent des démangeaisons. 4. Heureux hasard. Présente des plats à table. 5. Île du littoral Atlantique. Garder bien en main. 6. Sylphes. Rivière du Bassin parisien. 7. Argon. Charge de baudet. 8. Surveillent en catimini. Bison d'Europe. 9. Entrelacer. Petit sur des pointes. 10. Entortilles. Pronom personnel.

**VERTICALEMENT**

1. Misérablement. 2. Qui est hors du champ de la réalité. 3. Ville d'Italie aux vins blancs réputés. Point culminant. 4. Sommes qui rémunèrent un créancier. 5. Nouées. Venus au monde. 6. Lettre grecque. Cheminée. 7. Parties d'un décor de théâtre au Moyen Âge. 8. Qui est dehors. 9. Mettre en doute. Existeras. 10. Expérimentée. Période de beaux jours tardifs, lorsqu'on le dit indien.

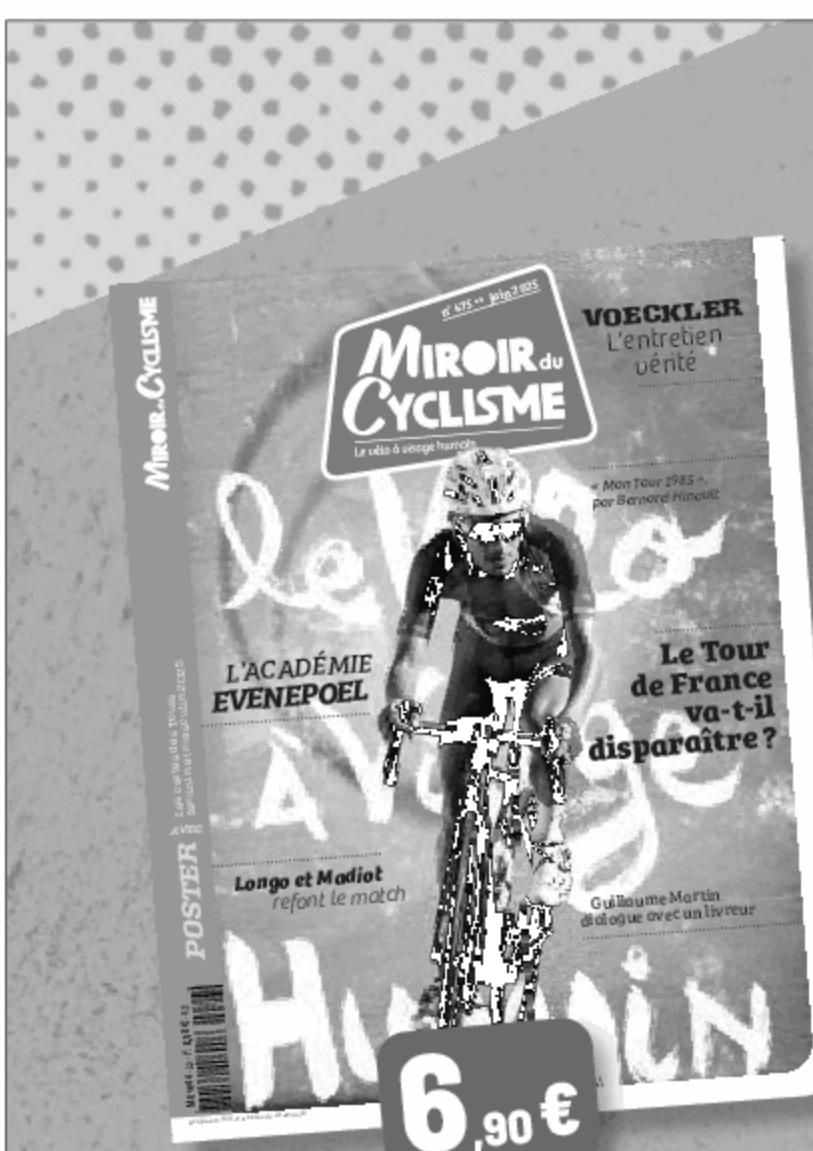
**SOLUTION HORIZONTALEMENT** 1. Cri. 2. Saint curé. 3. Piqûres. 4. Hasard. 5. Île. 6. Sylphes. 7. Argon. 8. Rivière. 9. Entrelacer. 10. Entortilles. 11. Misérablement. 12. Qui est hors du champ de la réalité. 13. Ville d'Italie aux vins blancs réputés. 14. Point culminant. 15. Sommes qui rémunèrent un créancier. 16. Nouées. 17. Venus au monde. 18. Lettre grecque. 19. Cheminée. 20. Parties d'un décor de théâtre au Moyen Âge. 21. Qui est dehors. 22. Mettre en doute. 23. Existeras. 24. Expérimentée. 25. Période de beaux jours tardifs, lorsqu'on le dit indien.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
 Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
 E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
 Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.  
 Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr  
**Vente militante** 01 49 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
 Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
 Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
 Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
 Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication  
**Conseil de surveillance**  
 Jean-Louis Frostin, président  
**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité  
**Impression POP** (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)  
**Numéro ISSN** 0242-6870  
**Dépôt légal** Date de parution  
**Commission paritaire** 1124 C 79615  
**Tirage du 12 juin 2025** 27 083 exemplaires  
 Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



L'Humanité relance le magazine phare du cyclisme qui fut, durant plus de trente ans, la revue mythique de tous les fans de vélo. Participez à ce projet en soutenant cette aventure. À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

**Miroir du Cyclisme**

au prix de 6,90 € + 3 € de frais de port\*,  
 soit 9,90 € x ..... exemplaire(s) = ..... €.

Total de ma commande : ..... €

**PRÉNOM** \_\_\_\_\_

**NOM** \_\_\_\_\_

**ADRESSE** \_\_\_\_\_

**VILLE** \_\_\_\_\_

**CODE POSTAL** \_\_\_\_\_

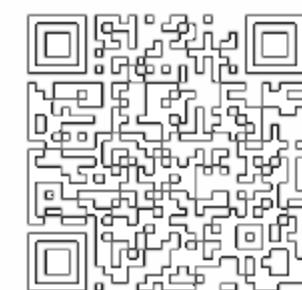
**TÉLÉPHONE** \_\_\_\_\_

**E-MAIL** \_\_\_\_\_

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours en France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ / SERVICE DIFFUSION, 33 RUE DES GRANGES-GALAND - 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone



**l'Humanité**

**l'Humanité magazine** [Humanite.fr](http://Humanite.fr)



# Faut-il interdire les réseaux sociaux avant 15 ans? (2/2)

La France souhaite restreindre l'accès à ces plateformes numériques de partage de contenus aux plus jeunes. Des discussions ont lieu avec les principaux acteurs en vue d'un accord au niveau européen.

**Face à la puissance des lobbys du numérique et en raison des effets nocifs des écrans, il faut oser l'interdiction du smartphone pour les moins de 15 ans.**

**A**vec notre association de prévention contre la surexposition aux écrans, Lève les yeux, nous rencontrons chaque année des milliers d'enfants et de parents dépassés, fatigués, se définissant eux-mêmes comme « accrocs » à leurs écrans et appelant à l'aide. Aussi, avec d'autres associations réunies au sein du Collectif Attention, cela fait maintenant cinq ans que nous alertons les pouvoirs publics et formulons des propositions en réponse aux ravages causés par les réseaux sociaux, ainsi que par les jeux vidéo et autres usages numériques.

Aux nombreux troubles de santé physique comme la myopie, la baisse du sommeil ou la sédentarité, s'ajoutent les problèmes liés à l'usage d'Internet par des enfants non accompagnés, essentiellement sur smartphone : isolement, addiction, dépression, désinformation, décrochage scolaire, cyberharcèlement, pédocriminalité... Un joyeux cocktail auquel il faut ajouter, pour être exhaustif quant aux impacts des écrans sur la société, le coût écologique et humain de la technologie numérique (extraction de minerais dans des conditions scandaleuses, impact énergétique des data centers, etc.). Seule une régulation par la puissance publique est susceptible de changer le cours des choses. Les applications sont conçues pour être addictives car leur modèle économique est le plus souvent basé sur le temps d'écran et le taux d'engagement des utilisateurs, générateurs de revenus publicitaires. Les incantations en faveur d'un « bon usage » des écrans sont, au mieux, naïves, au pire, coupables de relayer la propagande de l'industrie numérique.



**YVES MARRY**  
Délégué général  
de l'association  
*Lève les yeux*

On ne peut donc être que séduit par l'interdiction des réseaux sociaux avant 15 ans. Toutefois... c'est déjà le cas ! C'est ce qui est prévu dans la loi sur la majorité numérique de 2023. Sans surprise, elle n'est pas appliquée, car elle délégue aux plateformes la responsabilité de la mise en œuvre technique – et il y aurait un risque à

suivre le modèle chinois et à laisser à l'État le pouvoir de contrôler qui peut voir quoi sur Internet. D'où notre proposition, simple et efficace : l'interdiction du smartphone avant 15 ans. En dessous de cet âge, un enfant n'a pas la maturité pour naviguer seul sur une Toile regorgeant de contenus traumatisants, ainsi que de personnes dangereuses – Véronique Béchu, commandante de police, parle « *d'explosion de la pédocriminalité* » –, et pas seulement sur les réseaux sociaux. On pourrait aussi envisager une mise en œuvre musclée du Digital Services Act en France en taxant lourdement

**Les incantations en faveur d'un «bon usage» vont dans le sens de la propagande de l'industrie numérique.**

avant d'interdire les réseaux les plus toxiques, comme TikTok, X, Instagram ou Snapchat. Notre société s'en porteraient mieux. Mais pour tout cela, il faudrait davantage que des prises de conscience et des déclarations. Il faudrait des actes politiques courageux face à l'intense lobbying d'entreprises aux moyens quasi illimités. Il n'est pas trop tard, mais il est plus que temps. ■



## À LIRE

**Numérique. On arrête tout et on réfléchit !**  
d'Yves Marry, éditions Rue de l'échiquier, 2024.

**Les Enfants et les écrans. Mythes et réalités,** d'Anne Cordier, éditions Retz, 2023.

**Grandir informés. Les pratiques informationnelles des enfants, adolescents et jeunes adultes,** d'Anne Cordier, C&F éditions, 2023.

**Derrière l'écran. Combattre l'explosion de la pédocriminalité en ligne,** de Véronique Béchu, Stock, 2024.

**Barbarie numérique. Une autre histoire du monde connecté,** de Fabien Lebrun, éditions l'Échappée, 2025.

**Interdire, c'est faire croire qu'on peut régler une question de société par décret. C'est renoncer à éduquer et à mettre en œuvre les lois de protection.**

**L**'idée peut sembler séduisante : interdire les réseaux sociaux numériques aux moins de 15 ans. Simple, claire, efficace, voilà que nous avons trouvé la solution pour résoudre les vulnérabilités psychosociales des adolescentes et adolescents, le (cyber)harcèlement, l'exposition à des contenus violents, la désinformation... Quelle illusion ! Une illusion qui laisse à penser qu'il existe à ce sujet un vide juridique. Or, la loi française fixe déjà une majorité numérique à 15 ans. En dessous de cet âge, l'autorisation parentale est obligatoire pour ouvrir un compte. Encore faut-il que cette loi, poussée par les mêmes hommes et femmes politiques qui aujourd'hui entretiennent le sentiment d'un laxisme juridique, soit connue, et appliquée.

Au niveau européen, le Digital Services Act (DSA) est clair : obligation de modération renforcée, interdiction de ciblage publicitaire des mineurs, transparence des algorithmes, tests d'impact... Ces mesures peuvent protéger efficacement les jeunes internautes... si elles sont mises en œuvre. Mais les plateformes traînent, évidemment. Et les États, eux, préfèrent parfois les slogans à l'action. Parmi ces slogans, l'illusion, encore : celle de faire croire que les technologies de vérification d'âge sont fiables, et éthiques. Faut-il rappeler que les interdictions contournées isolent les

**Les mesures qui existent peuvent protéger efficacement les jeunes internautes... si elles sont mises en œuvre.**



**ANNE CORDIER**  
Professeure  
des universités  
en sciences  
de l'information et  
de la communication

acteurs au lieu de les protéger ? Que bannir les réseaux, c'est aussi retirer à ces adolescentes et adolescents des espaces de découverte, d'information, de culture, de lien social ? Oui, les jeunes lisent la presse en ligne. Oui, ils s'ouvrent au monde grâce aux réseaux sociaux numériques, s'engagent dans des mouvements en ligne qui ont un impact réel sur le monde physique. Évidemment, point

d'illusion non plus de la part de l'auteure de ces lignes : les dangers sont réels. Contenus violents, algorithmes délétères, effets problématiques sur la santé psychique : nul ne les nie. Mais interdire en bloc, c'est faire croire qu'on peut régler une question de société par décret. C'est refuser d'affronter la richesse des pratiques numériques. C'est renoncer à éduquer. L'éducation, justement. Parlons-en. Vraiment. L'accompagnement, le dialogue, la coéducation. Ce sont nos responsabilités collectives. Et si on les assumait ? La convention internationale des droits de l'enfant reconnaît aux adolescents le droit à l'information. Offrons-leur, dans notre régime démocratique, la liberté d'en disposer, accompagnés, encadrés, respectés. Et puis, fin de l'illusion, disons-le franchement : ce ne sont pas les ados qui ont inventé la dépendance à des modèles économiques toxiques, les appels visio à des heures indues, ni les scrolls nocturnes sans fin. À tout âge, l'attention est convoitée, captée, monétisée. La déconnexion est un droit. L'apprendre est un devoir. Pour tous. Alors, surtout, ne levons pas les yeux. Ne détournons pas le regard. Regardons le monde. En face. Ensemble. ■



À l'avenir,  
la dirigeante  
syndicale se voit  
toujours « dans  
le domaine  
des politiques  
éducatives »,  
mais pas  
forcément  
en classe...  
Ou pas tout  
de suite.  
GUILLAUME CLÉMENT/L'HUMANITÉ

## Guislaine David, fondamentalement optimiste

**Q**uand elle va quitter ses fonctions, à la fin du congrès de la FSU-Snuipp qui commence ce lundi 16 juin, Guislaine David ne regrettera pas son bureau : elle n'en a pas. C'est un peu la surprise quand on la retrouve au siège du premier syndicat des enseignants du primaire, à Paris. Porteparole et cosecrétaire générale depuis cinq ans, elle partage un espace de travail avec les autres cosecrétaires généraux et secrétaires nationaux. C'est de là que cette Bretonne enracinée et revendiquée aura vu l'école changer, au fil d'un mandat débuté en plein confinement, sous le ministère de Jean-Michel Blanquer, et qui s'achève après une valse effrénée de ministres tous moins convaincants les uns que les autres.

« Au départ, j'avais dit non », pose-t-elle d'entrée. « J'ai résisté un certain temps. Je ne m'y voyais pas et, comme souvent dans ces cas-là, on doute de ses compétences. » Elle garde d'ailleurs un souvenir assez apocalyptique de ses débuts, en juin 2020, « dans un contexte compliqué, à distance », après une élection... par visioconférence. Et puis, dès la première réunion en présentiel avec Jean-Michel Blanquer, elle a été « estomaquée » : « Il est arrivé en disant que nous devions aller ensemble dans la même direction et, engros, que nous devions dire aux journalistes que ce qu'il faisait, c'était bien. Quand on est face à ça on se dit : « Mais c'est pas possible, il y a un truc qui ne va pas ! » On sentait l'animosité chez lui vis-à-vis des organisations syndicales. Il ne nous supportait pas et ne tolérait pas d'être contesté. Il affichait clairement que le dialogue social l'insupportait. Ensuite, on a eu des ministres

Entre le Covid et Jean-Michel Blanquer, cette Bretonne a tenu bon la barre de la défense de l'école au milieu des tempêtes. Au moment de passer la main, la porte-parole de la FSU-Snuipp pose sur l'école un regard réaliste, mais pas sans espoir.

qui affichaient le dialogue social, alors que dans les faits, il n'y en avait pas plus. »

### POUR UNE ÉCOLE INCLUSIVE

Car la disgrâce de Blanquer - intervenue, selon elle, après la forte grève du 13 janvier 2022, alors que l'école se voyait infliger un énième protocole sanitaire carrément ingérable par un ministre rentrant de ses vacances à Ibiza - n'a pas vraiment changé la situation : « Il a donné le cap, mis en place des choses qui ont engagé l'école dans une certaine direction, qui ne va pas rompre avec les inégalités scolaires et ne va pas améliorer les résultats des élèves. » La priorité aux « fondamentaux », maths et français, le pilotage de l'école par des

évaluations contestables (et contestées, malgré une répression devenue systématique), l'encadrement autoritaire des pratiques pédagogiques par des guides prescriptifs... Tout cela a perduré pour qu'après Blanquer, l'école fasse toujours du Blanquer. Mention spéciale pour celle qui a enseigné vingt ans à des classes de CP/CE1 ou CM1/CM2 en école rurale, près de Rennes, pour l'apprentissage de la lecture en privilégiant le décodage plutôt que la compréhension : « On envoie les élèves au casse-pipe. Ceux qui viennent de milieux favorisés n'auront pas de souci, ils comprendront toujours tout type de texte. Mais les gamins des classes populaires ne les comprendront pas. »

La réussite de l'école inclusive est une autre grosse préoccupation : « Ça devrait être la priorité, mais ça ne l'est pas. Quand on met la priorité uniquement sur le français et les maths, on ne forme pas sur l'école inclusive. Qu'est-ce qu'on a comme formations sur l'autisme par exemple ? Rien. » En soulignant que « les collègues qui n'y arrivent pas sont en souffrance » et que cette souffrance crée le risque de les voir « passer du côté du refus de l'école inclusive », Guislaine David prône « des décisions radicales » : « On ne devrait pas avoir plus de 20 élèves par classe. Comme sur le modèle de l'Italie, il faudrait plus d'enseignants spécialisés dans les classes. Or on en a supprimé. »

Une situation qui participe de la dégradation visible des conditions de travail et, donc, de la crise d'attractivité. Pour la dirigeante syndicale, s'il est désormais acquis pour tous que « les enseignants français ne sont pas suffisamment payés », mettre les salaires au niveau ne suffira pas : « Le métier est très abîmé. Les gouvernements sont obsédés par le niveau des élèves, mais ils refusent de voir que si on améliore les conditions de travail des enseignants, on améliore les conditions d'apprentissage et donc le niveau des élèves. » Un constat qui l'amène à hésiter sur son « après » : « Je me donne un an pour me former, me remettre d'aplomb. » Venue à l'enseignement par l'animation, elle se voit toujours « dans le domaine des politiques éducatives », mais pas forcément en classe. Ou pas tout de suite. Mais elle n'en démordra pas : « On peut faire évoluer notre société en partant de nos élèves. C'est un beau projet, et une volonté partagée par beaucoup d'enseignants. Je suis optimiste. » ■

OLIVIER CHARTRAIN